

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
26 octobre 2021  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 21 octobre 2021, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité**

J'ai l'honneur de me référer à la 8883<sup>e</sup> séance du Conseil de sécurité, tenue le 19 octobre 2021, au titre de la question « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ». Les déclarations des intervenantes et intervenants, des membres du Conseil, de l'État observateur de Palestine et d'Israël seront publiées en tant que compte rendu officiel du Conseil de sécurité (S/PV.8883).

Conformément à l'accord auquel sont parvenus les membres du Conseil pour la 8883<sup>e</sup> séance, les délégations et entités ci-après ont présenté des déclarations écrites, dont le texte est joint à la présente : Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Brésil, Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, Cuba, Équateur, Égypte, Union européenne, Indonésie, République islamique d'Iran, Japon, Jordanie, Koweït, Liban, Malaisie, Maroc, Oman, Pakistan, Qatar, République de Corée, Arabie saoudite, Afrique du Sud, République arabe syrienne, Turquie et Émirats arabes unis. Ces déclarations seront publiées en tant que document officiel du Conseil de sécurité conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), et il sera fait référence au document dans le document publié sous la cote S/PV.8883.

Le Président du Conseil de sécurité  
(Signé) Martin **Kimani**



**Annexe 1****Déclaration de la Mission permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de m'exprimer au nom des 120 États membres du Mouvement des pays non alignés.

Je tiens tout d'abord à féliciter la Mission permanente du Kenya pour sa présidence fructueuse du Conseil de sécurité ce mois-ci et à exprimer notre gratitude pour l'occasion qui est donnée au Mouvement des pays non alignés de présenter sa position sur la question palestinienne, une question qui, pour le Mouvement, a toujours été une source de grande préoccupation et d'une importance capitale, et qui reste l'une des questions les plus anciennes inscrites à l'ordre du jour du Conseil.

Cette année, à la Conférence ministérielle de mi-parcours du Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenue en ligne les 13 et 14 juillet sous le thème « Le Mouvement des pays non alignés au centre des efforts multilatéraux pour répondre aux défis mondiaux », les ministres ont adopté une déclaration politique qui souligne, entre autres, qu'une solution juste, durable et pacifique à la question palestinienne sous tous ses aspects, fondée sur les paramètres internationalement approuvés et énoncés dans les résolutions pertinentes de l'ONU, doit rester à la fois une priorité à l'ordre du jour du Mouvement et une responsabilité permanente de l'Organisation des Nations Unies, jusqu'à ce qu'elle soit réglée sous tous ses aspects de manière satisfaisante, conformément au droit international et aux résolutions pertinentes de l'ONU.

À cet égard, les États membres du Mouvement saisissent cette occasion pour réaffirmer que cette injustice historique qui perdure, dont l'occupation israélienne du territoire palestinien et d'autres territoires arabes qui dure depuis plus de 54 ans constitue le nœud gordien, continue de menacer gravement la paix et la sécurité régionales et internationales et exige une attention et une action urgentes, conformément au droit international, aux résolutions pertinentes de l'ONU et à la Charte des Nations Unies. La communauté internationale ne peut rester paralysée sur cette question et ne peut accepter les arguments selon lesquels cette question est « sans issue » ou la paix « n'est pas possible » à l'heure actuelle. Le consensus international sur une solution juste est ferme et clair, et nous disposons d'outils politiques et diplomatiques multilatéraux pour promouvoir un règlement pacifique, que nous devons utiliser de manière responsable et urgente.

Le Conseil de sécurité en particulier a la responsabilité claire de veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il doit s'acquitter des obligations que lui impose la Charte et agir pour mettre en œuvre ses propres résolutions, qui constituent le fondement d'un règlement pacifique, juste et durable du conflit. La question palestinienne ne saurait faire exception au droit international et à l'autorité du Conseil de sécurité. C'est pourquoi nous restons profondément préoccupés par le fait que, depuis trop longtemps, cet organe n'est pas en mesure de s'acquitter de son mandat sur cette importante question, en particulier en raison du recours au veto par l'un de ses membres permanents. Les membres du Mouvement appellent le Conseil de sécurité à surmonter sa paralysie et à remplir les devoirs que lui impose la Charte en ce qui concerne la question palestinienne, afin de restaurer sa crédibilité et de s'acquitter de ses obligations concernant la réalisation d'une solution juste et pacifique à ce conflit qui dure depuis trop longtemps et à cette injustice tragique.

Le Mouvement des pays non alignés continue de croire que la résolution 2334 (2016), qui a réaffirmé les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité sur la question, constitue la seule voie viable vers la paix, en énonçant les exigences et les paramètres essentiels pour parvenir à un résultat juste sur la base

de la solution des deux États fondée sur les frontières d'avant 1967, conformément au mandat de paix de longue date approuvé par la communauté internationale, à savoir les résolutions pertinentes de l'ONU, le mandat de la Conférence de Madrid, y compris le principe de l'échange de territoires contre la paix, l'Initiative de paix arabe et la feuille de route du Quatuor, et en garantissant la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris ses droits à l'autodétermination et à un État palestinien indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale.

En conséquence, nous réitérons l'appel du Mouvement des pays non alignés au plein respect de la résolution 2334 (2016) et à la mise en œuvre effective de ses dispositions et obligations, en particulier par la Puissance occupante, y compris ses obligations en tant qu'État de respecter la distinction, qui est une question centrale pour l'application du principe de responsabilité. Nous soulignons également la nécessité d'intensifier les efforts diplomatiques internationaux et régionaux visant à mettre fin à l'occupation israélienne qui a commencé en 1967 et à parvenir à une solution juste, durable et globale, ce qui est également demandé dans la résolution 2334 (2016), et nous appelons le Conseil de sécurité à examiner les moyens concrets de faire pleinement appliquer ses résolutions sur la question, comme il s'y est engagé.

De même, les États membres du Mouvement continuent d'appeler au plein respect et à l'application de toutes les autres résolutions pertinentes, notamment en ce qui concerne la cessation complète de toutes les activités de peuplement israéliennes et le statut de Jérusalem-Est occupée, étant donné que seraient ainsi créées les conditions requises pour mettre fin à l'occupation, régler le conflit sous tous ses aspects de manière équitable et faire de la paix et de la sécurité palestinienne une réalité, dans l'intérêt des deux peuples, de la région et de l'ensemble de la communauté internationale.

Il est impératif que des mesures soient prises immédiatement, conformément au droit international et aux résolutions pertinentes de l'ONU, afin de redresser sur le terrain une situation marquée par une montée de la violence et des tensions qui doivent être désamorcées de toute urgence, et de créer un climat propice à la recherche de la paix, notamment en levant toutes les mesures unilatérales et illégales, qui ne font qu'encourager Israël à poursuivre ses politiques et pratiques illégales dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Les actions qui violent les résolutions du Conseil de sécurité et le statu quo historique et juridique de Jérusalem et de ses lieux saints sont provocatrices et dangereuses, détruisent les perspectives de paix et ne doivent être soutenues ni célébrées par aucun pays. Les menaces d'annexion par des responsables israéliens, et la poursuite des activités de peuplement et du déplacement forcé de familles palestiniennes de leurs foyers et de leurs terres doivent être condamnées sans équivoque. Toute mesure prise à cet égard doit être rejetée immédiatement comme nulle et non avenue et sans effet juridique, et doit être assortie de mesures fermes de responsabilisation pour ces graves violations, y compris par des contre-mesures légales.

Le Mouvement des pays non alignés appelle au plein respect du statut historique des Lieux saints et de la tutelle hachémite historique des lieux saints chrétiens et musulmans de la ville, telle que l'exerce S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein de Jordanie, et à la protection de leur caractère sacré.

Le Mouvement des pays non alignés salue les efforts déployés par S. M. le Roi Mohammed VI en sa qualité de Président du Comité d'Al-Qods de l'Organisation de la Conférence islamique. Le Mouvement se félicite de l'Appel pour Al-Qods/Jérusalem, signé à Rabat le 30 mars 2019 par S. M. le Roi Mohammed VI du Maroc et S. S. le pape François pour souligner le rôle important que joue Al-Qods/Jérusalem en tant que ville de tolérance et de respect mutuel entre les peuples des trois religions monothéistes ainsi que la nécessité de préserver ses spécificités et ses caractéristiques en tant que ville de coexistence pacifique.

En ce qui concerne la bande de Gaza, la situation sur place continue de préoccuper vivement le Mouvement, en particulier la gravité de la situation humanitaire qui, malheureusement, continue à se détériorer de jour en jour. Le Mouvement des pays non alignés réitère son appel à la levée complète du blocus israélien, qui continue d'infliger des souffrances humanitaires, sociales et économiques indicibles aux plus de 2 millions d'enfants, de femmes et d'hommes palestiniens qui vivent à Gaza. Cette crise doit être réglée de manière globale, conformément au droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et aux résolutions pertinentes de l'ONU, et en tenant compte des appels sans équivoque à mettre fin à l'occupation étrangère israélienne illégitime et belligérante des territoires palestiniens, y compris Jérusalem-Est, depuis 1967, et de notre responsabilité primordiale à cet égard.

En l'absence d'une solution, les États membres du Mouvement demandent à nouveau que le peuple palestinien, y compris les réfugiés de Palestine, continuent de recevoir l'assistance humanitaire et socioéconomique dont ils ont besoin. C'est pourquoi le Mouvement souligne l'importance de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ainsi que d'autres organismes des Nations Unies et organisations internationales, pour atténuer le sort des Palestiniens et appelle à appuyer pleinement le mandat de l'UNRWA afin d'assurer la continuité de ses programmes vitaux et sa contribution à la stabilité régionale. Compte tenu des déficits financiers persistants, nous demandons instamment à la communauté internationale de fournir à l'UNRWA les fonds nécessaires pour assurer la continuité de ses activités indispensables dans tous ses domaines d'opérations.

Étant donné qu'Israël, Puissance occupante, a clairement abdiqué ses obligations de protéger la population civile palestinienne en vertu de la quatrième Convention de Genève de 1949, nous réitérons également notre appel de longue date à la communauté internationale pour que celle-ci garantisse la protection du peuple palestinien. Cela est urgent pour remédier au terrible état d'insécurité dans lequel vit la population occupée et éviter de nouvelles pertes en vies humaines innocentes. Faute de quoi, la situation ne manquera pas de s'aggraver davantage et d'autres civils perdront tragiquement la vie.

À cet égard, nous faisons une nouvelle fois part de notre vive inquiétude face à l'impunité pour toutes les violations commises par Israël, dont beaucoup peuvent être constitutives de crimes de guerre. L'absence de justice ne fait que favoriser une plus grande impunité, entraîne la récurrence des crimes et déstabilise la situation sur le terrain, réduisant ainsi un peu plus les perspectives de paix. Nous continuons de demander que des mesures soient prises au niveau international, en particulier au Conseil de sécurité, pour garantir la cessation des violations systématiques que commet Israël contre la population civile palestinienne sous son occupation et l'amener à rendre des comptes. Nous redisons qu'Israël doit s'acquitter de ses devoirs et de ses responsabilités au regard du droit international, et que s'il persiste dans son mépris flagrant du Conseil de sécurité et de ses obligations juridiques internationales, il doit être amené à en répondre.

En ce qui concerne la situation dans le Golan syrien occupé, le Mouvement des pays non alignés réaffirme que toutes les mesures et décisions prises ou envisagées par Israël, Puissance occupante, notamment sa décision illégale en date du 14 décembre 1981, qui vise à modifier le statut juridique, physique et démographique de ce territoire ainsi que sa structure institutionnelle, au même titre que les mesures qu'il prend pour y imposer sa juridiction et son administration, sont nulles et non avenues et n'ont aucun effet juridique. À cet égard, et conformément à notre position fondée sur les principes, nous exigeons une fois de plus qu'Israël

respecte la résolution 497 (1981) et se retire complètement du Golan syrien occupé jusqu'aux frontières du 4 juin 1967, en application des résolutions 242 (1967) et 338 (1973). En outre, nous condamnons de nouveau la proclamation unilatérale et arbitraire des États-Unis d'Amérique reconnaissant le plateau du Golan comme faisant partie d'Israël, et nous appelons une fois de plus le Conseil de sécurité à condamner sans équivoque cet acte de provocation.

D'autre part, les États membres du Mouvement soulignent la nécessité qu'Israël se retire de tous les territoires libanais, y compris les fermes de Chebaa, les collines de Kfarchouba et la partie libanaise du village de Ghajar, jusqu'à la Ligne bleue, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU, en particulier la résolution 1701 (2006).

Enfin, nous saisissons cette occasion pour demander de nouveau à la communauté internationale d'agir collectivement et de manière responsable pour faire respecter le droit international et de déployer et intensifier tous les efforts nécessaires pour soutenir la juste cause palestinienne, dont l'objectif final est de mettre fin à cette grave injustice historique. Nous réaffirmons notre détermination à promouvoir un règlement juste, durable, global et pacifique de la question palestinienne sous tous ses aspects, y compris le sort des réfugiés palestiniens, et nous renouvelons notre appui au peuple palestinien dans sa lutte pour obtenir justice, exercer ses droits inaliénables et réaliser ses aspirations nationales légitimes, notamment à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance à l'intérieur d'un État de Palestine souverain et indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale.

**Annexe 2****Déclaration de M. Jamal Fares Alrowaiei, Représentant permanent de Bahreïn auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, et à remercier la Mission permanente de la République du Kenya, d'avoir organisé l'important débat public d'aujourd'hui sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Je tiens également à remercier le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, de son exposé utile.

L'instabilité et l'insécurité continuent de régner au Moyen-Orient. Les populations de plusieurs États de la région connaissent des difficultés en raison de guerres, de crises et de conflits permanents qui font des victimes, déplacent des millions de personnes et détruisent des villes, des villages et des infrastructures. En conséquence, nous devons déployer des efforts ciblés et concertés pour instaurer la sécurité, la stabilité, la paix et la prospérité dans la région en adhérant aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, qui consacrent la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, l'attachement aux relations de bon voisinage, le respect mutuel et le règlement pacifique des différends, ainsi que le renforcement de la coopération internationale.

Le chemin de la paix est une approche et une option stratégiques pour le Royaume de Bahreïn afin d'instaurer une paix durable et globale dans la région et de créer une culture de tolérance et de coexistence pacifique dans l'intérêt des peuples de la région et du monde. Dans ce contexte, le Royaume de Bahreïn souligne qu'il importe que la communauté internationale agisse pour parvenir à un règlement juste et global de la question palestinienne, qui réponde aux aspirations du peuple palestinien à un État indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément au principe de la solution des deux États, aux résolutions internationalement reconnues et à l'Initiative de paix arabe, de manière à protéger le droit du peuple palestinien de vivre dans une patrie sûre, stable et prospère.

Les milices terroristes houthistes continuent de viser les civils et les infrastructures civiles au Royaume frère d'Arabie saoudite, en lançant de manière systématique et délibérée des tirs de missiles balistiques et des attaques de drones, en violation flagrante du droit international humanitaire. Nous condamnons fermement ces attaques terroristes et ces violations répétées, ainsi que l'obstination des milices à menacer la navigation maritime et à compromettre la sécurité et la stabilité de la région. Le Royaume de Bahreïn appuie toutes les mesures prises par le Royaume frère d'Arabie saoudite pour préserver son intégrité territoriale et protéger ses citoyens et résidents, et souligne la nécessité pour la communauté internationale de condamner ces actes hostiles odieux, qui visent à porter atteinte aux civils et aux biens de caractère civil.

Le Royaume de Bahreïn appuie l'initiative de l'Arabie saoudite en faveur d'un cessez-le-feu au Yémen afin qu'une solution politique à la crise yéménite puisse être trouvée, conformément à l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, aux recommandations de la Conférence de dialogue national sans exclusive et aux résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015), et que les souffrances du peuple yéménite prennent fin.

En conclusion, les grands défis auxquels la région du Moyen-Orient est confrontée nous obligent à garder la foi dans la nécessité d'une action multilatérale concertée, tout en respectant les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, afin que la région puisse jouir de la paix, de la stabilité et de la prospérité.

## Annexe 3

### **Déclaration de M<sup>me</sup> Rabab Fatima, Représentante permanente du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je félicite le Kenya pour la compétence avec laquelle il dirige les travaux du Conseil de sécurité en ce mois d'octobre. Je remercie également le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, de son exposé édifiant.

Ma délégation s'associe aux déclarations faites par le représentant d'Oman au nom de l'Organisation de la coopération islamique (annexe 18) et par le représentant de l'Azerbaïdjan au nom du Mouvement des pays non alignés (annexe 1). Qu'il me soit permis d'ajouter les observations suivantes à titre national.

Alors que le Conseil de sécurité tient aujourd'hui son débat public sur la situation au Moyen-Orient, Israël, Puissance occupante, continue d'imposer une discrimination institutionnalisée à l'égard des Palestiniens vivant sous son joug à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et à Gaza occupées. Le 6 octobre, Israël a tenté de diviser la mosquée Al-Aqsa/Haram el-Charif, violant ainsi le statu quo historique et juridique de ce lieu saint et méprisant ouvertement le waqf islamique. Un tel acte de provocation intervient quelques mois seulement après l'agression israélienne contre la mosquée Al-Aqsa en mai dernier, qui a tué 232 Palestiniens, dont 65 enfants, 39 femmes et 17 personnes âgées, fait plus de 1 900 blessés, dont beaucoup grièvement touchés, et qui a provoqué le déplacement de plus de 60 000 Palestiniens.

Bien que la quatrième Convention de Genève de 1949 l'interdise formellement, Israël, Puissance occupante continue de transférer sa population civile dans le territoire occupé. Au cours de la première semaine d'octobre 2021, Israël a rendu public un plan de colonisation illégale de la Palestine occupée qui prévoit la construction de 10 000 logements destinés à des colons dans la zone de Qalandiya, au nord de Jérusalem occupée. Cela constitue une violation flagrante non seulement du droit international mais aussi des résolutions de l'ONU en la matière. Cela porterait atteinte à l'intégrité, à la viabilité et à la continuité du territoire de l'État palestinien, et donc rendrait impossible la solution des deux États.

Cette brutalité effroyable de la part d'Israël se poursuit en toute impunité dans le Territoire palestinien occupé. Ce cycle de violence et l'agression israélienne ne datent pas d'hier. Notre inaction et notre incapacité à obliger Israël à répondre de ses agressions ne font que perpétuer le cercle vicieux. Ce sont plus de sept décennies d'inaction qui pèsent lourdement sur la conscience du Conseil.

Le Bangladesh dénonce fermement ces actes de terreur odieux. Je réaffirme l'attachement inébranlable du Bangladesh à la concrétisation du droit inaliénable du peuple palestinien frère à une patrie indépendante, fondée sur les frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Je voudrais réaffirmer les priorités suivantes.

Premièrement, Israël doit mettre fin à son occupation illégale et à son annexion du territoire palestinien. Nous demandons l'arrêt immédiat de l'agression israélienne et appelons la communauté internationale à prendre des mesures urgentes et énergiques pour mettre fin à ce cycle de violence et d'injustice. Pour l'heure, de sérieux efforts doivent être déployés pour renforcer le cessez-le-feu du 20 mai et revitaliser le processus de paix au Moyen-Orient.

Deuxièmement, décennie après décennie, le désir de mettre fin au conflit n'a jamais faibli. Cependant, la mobilisation mondiale pour mettre fin aux actes répréhensibles d'Israël fait toujours défaut. Dans le contexte actuel, seul le Conseil



de sécurité peut permettre une telle mobilisation. L'absence d'une quelconque action politique et juridique sérieuse de la part du Conseil pour faire appliquer ses résolutions de longue date visant à mettre fin à l'occupation israélienne qui dure depuis des décennies n'est ni acceptable ni tenable, et est contraire aux devoirs que lui impose la Charte. Le Conseil doit faire en sorte qu'Israël se conforme au droit international des droits de l'homme et au droit humanitaire, ainsi qu'aux résolutions pertinentes de l'ONU, notamment la résolution 2334 (2016).

Troisièmement, la communauté internationale, sous la direction de l'ONU, doit se pencher sans délai et de manière approfondie, sérieuse et ferme sur ce conflit dans le but de lancer une initiative politique durable et juste qui respecte les droits fondamentaux des Palestiniens conformément au droit international et mette fin à l'occupation. La mise en œuvre rapide de la Feuille de route, l'Initiative de paix arabe et les efforts déployés par le Quatuor sont des éléments essentiels à cet égard.

Quatrièmement, il est urgent de répondre aux besoins humanitaires du peuple palestinien. Le personnel humanitaire et médical, ainsi que les fournitures, doivent bénéficier d'un accès ininterrompu à la population civile dans le territoire palestinien, y compris la bande de Gaza. Nous devons également renforcer les capacités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en remédiant à son éternelle crise de financement, afin de répondre aux besoins fondamentaux des 5,8 millions de réfugiés palestiniens enregistrés auprès de l'Office. La solidarité et une action commune pour mobiliser des ressources contribueront à atténuer les difficultés auxquelles l'UNRWA est confronté. Le Bangladesh continuera à apporter son soutien à l'UNRWA dans le cadre de sa contribution annuelle.

Enfin, les violations flagrantes du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et d'autres accords internationaux par les forces d'occupation israéliennes sont assimilables à des crimes de guerre. L'impunité et l'inaction persistantes n'ont fait que rendre les forces d'occupation israéliennes plus violentes au fil des ans. Faire en sorte que les auteurs de violations répondent de leurs actes constituerait un pas important vers la justice et une paix durable. À cet égard, nous nous félicitons des faits nouveaux survenus à la Cour pénale internationale.

Je voudrais, pour terminer, réaffirmer l'appui indéfectible du Bangladesh au peuple palestinien. Nous le soutenons fermement dans la réalisation de ses droits et aspirations légitimes. Une solution des deux États fondée sur les frontières d'avant 1967 est la seule solution pour instaurer une paix durable dans la région. Le Bangladesh appuiera tous les efforts déployés à cette fin.



## Annexe 4

### **Déclaration de la Mission permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Brésil remercie le Kenya d'avoir organisé ce débat trimestriel sur la situation au Moyen-Orient.

Notre position sur la question de Palestine est bien connue. Le Brésil reste déterminé à appuyer un règlement pacifique du conflit, fondé sur la solution des deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues. Nous suivons, avec attention et espoir, la reprise des échanges de haut niveau entre le nouveau Gouvernement israélien et les autorités palestiniennes.

Le Brésil accueille avec satisfaction des gestes tels que l'octroi par Israël de permis de travail supplémentaires aux travailleurs palestiniens et la levée de certaines restrictions sur l'entrée des marchandises dans la bande de Gaza, qui constituent des mesures de confiance extrêmement utiles. Nous saluons également l'annonce par l'Autorité palestinienne de la tenue d'élections municipales. Nous espérons qu'il s'agira d'un pas vers des élections législatives transparentes et inclusives, essentielles pour renforcer la légitimité et la crédibilité des institutions palestiniennes.

Le Brésil attache une grande importance aux mesures susceptibles d'améliorer la vie des réfugiés palestiniens. Pour des centaines de milliers de Palestiniens qui vivent dans des camps de réfugiés, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) est souvent la seule source de services essentiels, tels que l'éducation et la santé. En tant que membre de la Commission consultative de l'UNRWA, nous exprimons notre profonde inquiétude face à ses difficultés financières chroniques. Nous réaffirmons notre volonté de coopérer étroitement avec l'Office, notamment au vu des défis supplémentaires posés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Nous pensons que l'élan créé par les Accords d'Abraham, lorsque les anciennes rivalités ont été remplacées par un engagement sans équivoque en faveur du dialogue et de la diplomatie, peut contribuer à instaurer un climat de confiance sans précédent au Moyen-Orient.

En ce qui concerne la situation en Syrie, nous nous félicitons de la convocation de la Commission constitutionnelle hier, à Genève, et nous remercions l'Envoyé spécial Geir Pedersen pour les efforts qu'il a déployés à cet égard. Même si la Commission n'a pas fait de progrès notables, deux ans après sa création, la réunion de cette semaine représente une occasion cruciale. Le Brésil exhorte les membres de la Commission à rapprocher leurs points de vue et à collaborer sérieusement en vue de la rédaction d'une nouvelle Constitution qui favorise la paix, la stabilité et la réconciliation.

Le Brésil réaffirme son appui aux efforts déployés par l'Envoyé spécial Pedersen pour faciliter une solution au conflit dans le cadre de la résolution 2254 (2015). Nous restons convaincus que seul un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens, sous l'égide de l'ONU, et mené dans le respect de la préservation de l'intégrité territoriale de la Syrie permettra d'apporter une paix durable et de soulager les souffrances de la population syrienne.

Le Brésil réitère sa condamnation des attaques aveugles contre les civils, des attaques visant le personnel médical et humanitaire ainsi que des écoles et des hôpitaux, des disparitions forcées, des détentions arbitraires et des exécutions sommaires, qui sont devenues monnaie courante tout au long du conflit. En outre, il

convient d'appliquer les dérogations pour raison humanitaire à tous les régimes de sanctions concernant la Syrie, afin d'éviter que l'accès des plus démunis aux denrées alimentaires et aux fournitures médicales essentielles ne soit compromis.

Le Brésil félicite le peuple et le Gouvernement irakiens pour les élections législatives qui se sont déroulées pacifiquement le 10 octobre. Ces élections ont fait suite à une intense période de manifestations au cours desquelles les Irakiens ont réclamé une bonne gouvernance et la consolidation de la démocratie. Nous espérons que le nouveau Gouvernement, une fois formé, pourra répondre à leur appel. Le Brésil salue également l'appui inestimable apporté par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, non seulement par l'intermédiaire de son équipe élargie de surveillance des élections, mais aussi grâce aux conseils et à l'assistance technique qu'elle a fournis au Gouvernement irakien pendant longtemps.

Au Yémen, nous avons assisté à une escalade alarmante de la violence au cours des derniers mois, allant de l'offensive continue et alarmante d'Ansar Allah contre Mareb à l'attentat à la voiture piégée à Aden la semaine dernière. L'impasse entourant la réparation du pétrolier *FSO SAFER* est une autre source de préoccupation, et nous demandons à Ansar Allah de permettre au personnel qui a été dépêché par l'ONU d'effectuer les inspections et les réparations nécessaires de toute urgence.

Le Brésil est extrêmement préoccupé par les rapports du Programme alimentaire mondial et d'autres organismes concernant le risque immédiat de famine dans le pays. Il est plus important que jamais de garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave à toutes les parties. En septembre, le Brésil a annoncé une nouvelle contribution financière de 75 000 dollars, par l'entremise du Programme alimentaire mondial, aux opérations humanitaires de l'ONU au Yémen pour des mesures liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous espérons que les petits gestes venant de pays qui ne font pas partie des donateurs traditionnels contribueront à créer une dynamique positive vers une plus grande diversification des donateurs.

C'est dans ces circonstances difficiles que M. Hans Grundberg a pris ses fonctions en tant que nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, en septembre. Le Brésil prend note de son récent voyage à Riyad, Aden et Mascate et lui souhaite plein succès dans cette tâche cruciale. Nous exhortons toutes les parties à coopérer avec l'Envoyé spécial, à mettre fin à l'escalade actuelle de la violence et à participer de bonne foi aux négociations de paix, sans conditions préalables.

Dans deux mois, le peuple libyen élira ses nouveaux dirigeants lors des élections législatives et présidentielle du 24 décembre. Ce sera l'occasion d'avancer vers la réconciliation nationale et la mise en place d'institutions véritablement représentatives. C'est pourquoi le Brésil salue les efforts déployés par les forces politiques libyennes et la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, dont le mandat a récemment été renouvelé jusqu'au 31 janvier 2022, pour garantir le respect du calendrier électoral. Nous pensons qu'il s'agit d'une étape décisive qui permettra à la Libye d'entamer un nouveau chapitre de son histoire, un chapitre dans lequel les aspirations de son peuple sont au premier plan.

Enfin, nous ne pouvons conclure notre intervention sans mentionner le Liban. Le Brésil est profondément préoccupé par la flambée de violence dont nous avons tous été témoins la semaine dernière dans les rues de Beyrouth. Nous appuyons les efforts déployés par le Gouvernement libanais pour rétablir le calme et le dialogue. Le Brésil réitère son engagement envers le Liban, un pays avec lequel nous avons des liens historiques d'amitié, comme l'illustre la présence expressive de la diaspora libanaise au Brésil.

Nous avons déployé des efforts importants en faveur de la stabilisation du Liban. Pendant près de 10 ans, dans le cadre du mandat énoncé dans la résolution 1701 (2006), le Brésil a eu l'honneur et la responsabilité de commander le Groupe d'intervention navale de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban. Nous sommes fiers de cette contribution et réitérons notre volonté d'aider le Liban à surmonter la crise actuelle.

Alors que nous examinons la situation au Moyen-Orient, nous devons garder à l'esprit que la stabilité politique et la prospérité économique à long terme sont interdépendantes et se renforcent mutuellement. Les efforts déployés en faveur du règlement pacifique des conflits doivent aller de pair avec des initiatives de promotion du développement socioéconomique, qui sont essentielles pour construire des sociétés résilientes et inclusives.

## Annexe 5

### **Déclaration de M. Cheikh Niang, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien**

Au nom du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, je tiens tout d'abord à féliciter le Kenya de la compétence avec laquelle il préside les travaux du Conseil de sécurité ce mois-ci.

Alors que nous participons une fois de plus à ce débat trimestriel, la situation dans le territoire palestinien occupé reste tendue. Les Palestiniens continuent d'être victimes de niveaux de violence et d'insécurité croissants, qui ont été constatés par l'ONU, la plupart des organisations non gouvernementales et même la presse israélienne. Une grande partie de cette violence est de plus en plus perpétrée par des colons israéliens illégaux en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, qui ont intensifié les attaques et les actes de harcèlement contre la population civile, ainsi que les activités d'implantation d'avant-postes illégaux sur les terres palestiniennes.

Le Comité reste préoccupé par les pertes tragiques en vies humaines et les blessures graves que l'on continue de déplorer dans le territoire palestinien occupé, en particulier concernant les enfants. Selon le Coordonnateur spécial, entre le 12 juin et le 27 septembre, 27 Palestiniens, dont deux femmes et cinq enfants, ont été tués par les forces de sécurité israéliennes durant des manifestations, des affrontements, des opérations de sécurité et d'autres incidents. Au cours de la même période, des milliers de Palestiniens ont été blessés, dont 10 femmes et 530 enfants.

Le Comité demande que de nouvelles mesures soient prises pour amener Israël à s'acquitter de ses obligations en tant que Puissance occupante, conformément au droit international humanitaire, de protéger les civils palestiniens de la violence, notamment les actes de violence perpétrés par des colons israéliens, de mener des enquêtes sur ces attaques et de traduire tous leurs auteurs en justice.

Les démolitions et les confiscations de maisons et de structures palestiniennes par Israël se sont également poursuivies dans toute la Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, depuis la dernière déclaration du Comité devant le Conseil (voir S/2021/91). Selon la déclaration faite par le Coordonnateur spécial devant le Conseil en septembre 2021 (voir S/PV.8869), ces mesures ont entraîné le déplacement de 433 personnes, dont 102 femmes et 251 enfants, entre le 2 juin et le 27 septembre. Le Comité demande à Israël de mettre fin aux démolitions et aux saisies de biens palestiniens dans toute la Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, conformément à ses obligations en vertu du droit international humanitaire, et dans le respect du droit international des droits de l'homme.

Au cours du mois de septembre, les Palestiniens ont continué à manifester en Cisjordanie occupée pour protester contre la situation des prisonniers palestiniens détenus en Israël, dont six Palestiniens en grève de la faim. Le 6 septembre, suite à l'annonce de l'évasion de six Palestiniens de la prison israélienne de Gilboa, qui ont ensuite été à nouveau arrêtés, des manifestations, qui ont dégénéré en affrontements, ont été organisées dans toute la Cisjordanie et à Gaza. Le Comité met en garde contre les mesures punitives prises par Israël à l'égard des prisonniers et détenus palestiniens qu'il détient dans ses prisons, qui risquent de provoquer des affrontements ouverts et une escalade de cette situation explosive.

Les organisations de la société civile palestiniennes continuent de subir des restrictions de leurs libertés d'expression, de réunion et d'association. Le 11 août, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits

humains, M<sup>me</sup> Mary Lawlor, a noté que les arrestations des militants palestiniens des droits humains et les descentes chez eux faisaient partie d'une vague de répression plus large contre les personnes défendant les droits humains des Palestiniens dans le territoire palestinien occupé.

Par ailleurs, nous constatons que l'accès des fidèles palestiniens aux lieux sacrés est toujours limité. Par exemple, le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient a fait savoir que la tension était montée autour de la mosquée d'Ibrahim, dans la vieille ville d'Hébron, après la décision des autorités israéliennes de restreindre temporairement l'accès des fidèles palestiniens, du 21 au 24 septembre, durant la fête juive de Souccot.

À Jérusalem-Est occupée, la récente décision judiciaire israélienne d'autoriser les « prières juives silencieuses » à la mosquée Al-Aqsa/Haram el-Charif, sous escorte policière israélienne, risque de mettre le feu aux poudres dans une situation déjà précaire, car elle constitue une altération du statu quo historique et juridique concernant le lieu saint, qui doit être respecté, comme l'ont exigé à maintes reprises l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil des droits de l'homme et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Le 13 août, des experts des droits de l'homme de l'ONU ont appelé le Gouvernement israélien à retourner immédiatement les documents confidentiels et le matériel de bureau que ses militaires avaient saisis dans les locaux de Defense for Children International Palestine à Biré, en Cisjordanie occupée. Le Comité demande à Israël de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger le droit à la liberté d'association et de veiller à ce que les organismes de défense des droits humains opérant dans le territoire palestinien occupé soient protégés de telles mesures arbitraires et de la répression.

Plus de six mois après l'escalade des hostilités entre Israël et le Hamas, la trêve à Gaza reste fragile et la reconstruction et le relèvement conservent leur caractère d'urgence. Le Comité juge encourageants les récents efforts visant à faciliter la circulation et l'accès depuis et vers Gaza. Il note en particulier l'assouplissement limité des restrictions d'accès par les autorités israéliennes ; l'élargissement de la zone de pêche, le 29 juillet ; l'assouplissement des restrictions sur les importations et les exportations, les 13 et 26 août ; la délivrance de permis aux commerçants et aux femmes et hommes d'affaires palestiniens afin qu'ils puissent rejoindre Israël depuis Gaza ; surtout, la permission accordée pour faire entrer à Gaza des matériaux de construction, des denrées alimentaires et autres articles et du carburant. Toutefois, je répète que Gaza a besoin de solutions politiques qui donnent lieu à une levée complète de l'embargo israélien illégal, conformément à la résolution 1860 (2009), et au retour du Gouvernement palestinien légitime à Gaza, et je rappelle également que Gaza fait toujours partie intégrante du territoire palestinien occupé et doit faire partie d'un État palestinien indépendant et souverain.

Le Comité se fait l'écho des préoccupations exprimées par beaucoup au sujet de la position financière de l'Autorité palestinienne, qui, selon le Coordonnateur spécial, s'est détériorée en 2021, partiellement à cause de la retenue par Israël de nouvelles recettes fiscales et douanières depuis juillet et des répercussions continues de la pandémie de maladie à coronavirus. Si le Comité appelle les donateurs à soutenir le peuple palestinien, il exhorte aussi l'Autorité palestinienne à mener les réformes prioritaires qui s'imposent pour améliorer les perspectives budgétaires.

Le Comité se réjouit de l'annonce selon laquelle la réunion reportée du Comité spécial de liaison se tiendra en novembre pour examiner les besoins des Palestiniens et les contributions financières. En outre, le Comité apprécie la contribution

de 40 millions de dollars du Qatar à l'ONU pour appuyer la fourniture d'une aide pécuniaire à 100 000 familles vulnérables de Gaza, et de 10 millions de dollars supplémentaires par mois pour la centrale électrique de Gaza.

Le Comité salue également la réponse des donateurs à l'appel éclair humanitaire des Nations Unies, qui a permis de lever 45 millions de dollars sur les 95 millions demandés pour l'aide humanitaire et le relèvement à Gaza. Le Comité apprécie, entre autres, la décision du 22 septembre du Gouvernement des États-Unis d'Amérique de débloquent les 20 millions de dollars restants d'un total de 75 millions de dollars en aide humanitaire pour les Palestiniens, préaffectés en mars de cette année.

Le rapport annuel transmis à l'Assemblée générale (A/76/13) sur les travaux menés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), présenté à la Quatrième Commission par le Commissaire général Philippe Lazzarini le 5 octobre, met en exergue la situation financière de l'Office, qui reste difficile et incertaine, au point qu'il n'y a pas assez de fonds pour fonctionner en novembre et décembre, en raison de réductions des financements par certains donateurs et en dépit du retour des États-Unis d'Amérique cette année comme partenaires et donateurs. Une perturbation des services de l'UNRWA privera des millions de réfugiés palestiniens, dont beaucoup de jeunes, dans toute la région, des droits essentiels à une vie digne : l'éducation, la santé, l'alimentation et le logement. Le Comité réitère donc son appel à la communauté internationale pour qu'elle fournisse un financement opportun, suffisant et prévisible à l'UNRWA afin que celui-ci puisse s'acquitter de son mandat qu'il tient de l'Assemblée générale et qui consiste à porter assistance aux réfugiés de Palestine en attendant une solution juste sur la base de la résolution 194 (III).

Pour terminer, le Comité reste déterminé à assumer ses responsabilités aux fins de la pleine réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris ses droits à l'autodétermination et à la liberté. Il souscrit à l'idée d'une solution juste, fondée sur le droit international et les résolutions pertinentes de l'ONU, par laquelle deux États, Israël et la Palestine, puissent vivre côte à côte dans la paix et la sécurité, le long des frontières d'avant 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale de l'État palestinien. À cet égard, le Comité restera un partenaire fiable à l'appui des efforts internationaux destinés à créer les conditions d'un soutien mondial plus large au règlement juste de la question de Palestine et à la concrétisation d'un Moyen-Orient pacifique et sûr.

**Annexe 6****Déclaration de M. Pedro Luis Pedros Cuesta, Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

Nous souscrivons aux déclarations faites respectivement par le représentant de l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés (annexe 1), et par le représentant du Sénégal, en sa qualité de Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (annexe 5).

L'appel urgent du Secrétaire général à la cessation des conflits armés, des hostilités et des guerres, et à des possibilités accrues en matière de diplomatie et de coopération, doit être entendu afin qu'ensemble nous puissions faire face à la pandémie dévastatrice de maladie à coronavirus (COVID-19).

Tandis que le Conseil de sécurité demeure inactif, Israël continue son occupation des territoires palestiniens, intensifie ses politiques d'annexion et renforce ses pratiques illégales et ses mesures de colonisation, y compris la construction et l'expansion de colonies dans le territoire palestinien occupé, les démolitions punitives, le déplacement forcé de centaines de civils, le blocus de la bande de Gaza et des plans d'annexion du territoire palestinien dans la vallée du Jourdain et d'autres parties de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

L'obstruction répétée de l'action du Conseil de sécurité par les États-Unis d'Amérique rend possible l'impunité d'Israël et empêche cet organe d'assumer la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales que lui a confiée la Charte des Nations Unies. Il est temps que le Conseil prenne des mesures pour mettre un terme à l'agression militaire israélienne et à l'occupation du territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est, conformément à sa résolution 2334 (2016).

Nous réaffirmons notre plein appui à une solution globale, juste et durable au conflit israélo-palestinien. Le peuple palestinien doit pouvoir exercer son droit de disposer de lui-même et d'avoir un État indépendant et souverain, dans les frontières d'avant 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale, et bénéficier du droit de retour pour les réfugiés.

Cet appel de longue date – réitéré par les représentants de haut niveau de la grande majorité des membres de la communauté internationale durant le débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session – doit être suivi d'effet dès que possible.

Nous exprimons notre solidarité constante avec le peuple et le Gouvernement palestiniens. Nous sommes en faveur de l'accession de l'État de Palestine au statut de Membre à part entière de l'ONU et souscrivons à l'appel lancé par son président pour la tenue d'une conférence internationale pour la paix.

Par leurs actes d'agression injustifiés et unilatéraux au Moyen-Orient, les États-Unis continuent de contrevenir gravement aux intérêts légitimes des nations arabes et islamiques et d'alimenter une dangereuse escalade dans la région.

Nous réaffirmons notre rejet de la prétendue « affaire du siècle » élaborée par le Gouvernement des États-Unis, qui passe sous silence la solution des deux États, soutenue depuis longtemps par l'ONU, le Mouvement des pays non alignés, la Ligue des États arabes, l'Organisation de la coopération islamique et d'autres acteurs internationaux.



Les décisions unilatérales des États-Unis qui ont consisté à reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, à établir leur présence diplomatique dans cette ville au mépris de son statut historique et à reconnaître la souveraineté d'Israël sur le Golan syrien sont de graves violations de la Charte des Nations Unies, du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. L'actuel Gouvernement des États-Unis n'a pas annulé ces décisions, ce qui compromet plus avant la possibilité d'une solution négociée.

Nous demandons qu'Israël se retire complètement et sans conditions du Golan syrien et de tous les territoires arabes occupés.

Nous exigeons la cessation de l'ingérence extérieure en Syrie et le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ce pays, tout en adhérant aux efforts déployés en vue de trouver une solution pacifique et négociée à la situation imposée à cette nation sœur.

Nous condamnons fermement l'application de la « loi César » et d'autres sanctions économiques imposées par les États-Unis et leurs alliés, qui entravent la reconstruction en Syrie, rendue d'autant plus difficile par les difficultés dues à la COVID-19.

Nous réaffirmons notre appui au Plan d'action global commun conclu avec l'Iran et notre rejet du retrait unilatéral des États-Unis de cet accord.

Nous réitérons notre appel à ce qu'il soit mis un terme immédiat et inconditionnel à l'imposition de mesures coercitives unilatérales arbitraires et illégales contre des nations souveraines, sachant que ces mesures créent des difficultés supplémentaires en pleine lutte contre la pandémie et violent les droits humains des peuples touchés, le droit international et la Charte des Nations Unies.

Le Conseil de sécurité doit s'acquitter de son rôle dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, en vertu des pouvoirs à lui conférés par la Charte des Nations Unies, sans appliquer deux poids, deux mesures.

Malgré les violations continues du droit international, y compris recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales, les agressions visant des États souverains et l'ingérence dans leurs affaires intérieures, nous continuerons de plaider pour le multilatéralisme, la paix et le respect intégral des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

**Annexe 7****Déclaration de la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

En premier lieu, je tiens à féliciter le Kenya de sa présidence réussie du Conseil de sécurité au mois d'octobre 2021.

Nous réaffirmons la validité de nos déclarations faites les 22 avril, 16 mai et 28 juillet lors des débats publics consacrés à « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne » (voir, respectivement, S/2021/404, S/2021/480 et S/PV.8826).

Nous exprimons de nouveau notre inquiétude au sujet de l'escalade de la violence observée ces derniers mois dans la région, et insistons encore pour que les parties s'engagent dans des efforts bilatéraux et collectifs en vue de trouver un accord sur des négociations efficaces, pour parvenir sans délai à une paix juste et durable au Moyen-Orient.

D'après le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), les démolitions se poursuivent à un rythme alarmant. Les biens détruits sont des logements, des abris pour animaux, des latrines et des panneaux solaires, essentiels à la subsistance, au bien-être et à la dignité des communautés, que la menace de la pandémie de maladie à coronavirus a considérablement fragilisées.

Selon OCHA, de janvier à juillet, 694 structures palestiniennes ont été démolies, entraînant le déplacement de 963 personnes. Au rythme actuel, les démolitions et les déplacements en résultant dépasseront les chiffres de l'an dernier – 854 structures démolies et 1 001 personnes déplacées. L'Équateur est préoccupé par la situation humanitaire et les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le territoire palestinien occupé.

Il est impératif de s'abstenir de porter davantage préjudice à la population civile, de la même façon qu'il faut respecter la vie et la sécurité des gens, conformément aux obligations relevant du droit international humanitaire.

Nous estimons que l'hostilité entre les parties, qui sème la destruction et la mort, est inacceptable, en particulier dans la mesure où les deux nations ont l'obligation de se conformer aux normes du droit international.

De même, nous sommes profondément préoccupés par les mesures d'annexion, qui constituent de graves infractions au droit international, nuisent sérieusement à la perspective de la solution des deux États et sapent la possibilité d'une reprise des négociations. À cet égard, la communauté internationale doit rejeter toute sorte de politique d'implantation illégale, dont la démolition ou la confiscation de structures appartenant aux Palestiniens, notamment les structures d'eau et d'assainissement et l'aide humanitaire, dans toute la Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est.

La maladie à coronavirus (COVID-19) reste un grave problème dans le territoire palestinien, étant donné que la pandémie a déjà fait plus de 4 300 morts en Palestine depuis son déclenchement. Nous demandons à la communauté internationale de renforcer le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 et d'autres initiatives afin de promouvoir et d'élargir les campagnes nationales de vaccination à Gaza et en Cisjordanie.

À notre avis, il est crucial que la communauté internationale redouble d'efforts pour obtenir que les parties s'engagent à nouveau dans des négociations véritables en vue de trouver une solution politique juste et durable pour les parties, sur la base de l'existence de deux États, la Palestine et Israël.

L'Équateur exhorte une fois encore tous les organes de l'ONU et la communauté internationale à mobiliser à l'échelle internationale un soutien et une aide en faveur du peuple palestinien.

Le Conseil de sécurité doit veiller à l'application effective de ses résolutions 2532 (2020) et 2565 (2021) pour garantir un cessez-le-feu et une cessation des hostilités dans le monde entier.

## Annexe 8

## Déclaration de la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : arabe]

Tout d'abord, je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre, et à vous souhaiter plein succès dans la conduite des travaux du Conseil. Je remercie également de son exposé le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland.

L'Égypte se rallie aux déclarations faites au nom du Mouvement des pays non alignés (annexe 1), de la Ligue des États arabes et de l'Organisation de la coopération islamique (annexe 18).

Une situation de haute tension règne toujours dans le territoire palestinien occupé, en dépit des efforts déployés pour maintenir le cessez-le-feu conclu après la récente escalade entre Israël et factions palestiniennes dans la bande de Gaza. Israël maintient le blocus de la bande de Gaza, poursuit ses pratiques d'expansion des implantations en Cisjordanie, continue de confisquer des terres et persiste à démolir des maisons et des infrastructures palestiniennes. Les arrestations et les violences commises par des colons contre des civils palestiniens non armés se poursuivent, tout comme la judaïsation de Jérusalem-Est et la tentative d'expulser des familles palestiniennes des quartiers de Cheik Jarra et de Silwan. En outre, cette évolution générale se produit dans le contexte des effets de la pandémie de maladie à coronavirus sur les Palestiniens dans les territoires occupés.

Dans ce contexte, l'Égypte cherche à contenir la situation en communiquant avec toutes les parties concernées, tant palestiniennes qu'israéliennes, ainsi qu'aux niveaux régional et international, afin d'établir un cessez-le-feu et d'empêcher une nouvelle détérioration de la situation en facilitant l'entrée de l'aide humanitaire par le passage de Rafah, en encourageant la réconciliation entre les factions palestiniennes et en allouant 500 millions de dollars à la reconstruction dans la bande de Gaza par l'entremise de projets parrainés par des entreprises égyptiennes.

L'Égypte sait qu'il importe d'instaurer la confiance entre les parties palestinienne et israélienne et d'améliorer la situation sur le terrain, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Cependant, nous devons être honnêtes avec nous-mêmes : ces actions ne peuvent pas se substituer à un règlement politique ; elles doivent plutôt y contribuer. Sans règlement politique, nous serons plongés dans un cercle vicieux de représailles violentes entre les deux parties, que nous devons chercher à éviter afin de préserver la vie de civils innocents et les ressources du peuple palestinien, qui sont détruites à chaque fois.

Par conséquent, l'Égypte appelle à la cessation de toutes les actions et pratiques unilatérales, notamment la construction de colonies, qui enveniment la situation tant en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, que dans la bande de Gaza, où le blocus imposé par Israël doit être levé. L'Égypte demande également que le soutien nécessaire soit fourni à l'Autorité palestinienne afin qu'elle puisse faire face aux circonstances intérieures difficiles auxquelles le peuple palestinien est confronté. L'Égypte attend donc avec impatience la conférence internationale sur le soutien à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui se tiendra le mois prochain sous les auspices du Royaume hachémite de Jordanie et de l'État suédois, dans le but de trouver une solution durable à la crise financière de l'Office, pour qu'il puisse s'acquitter pleinement de son mandat.

S'agissant du processus politique, l'Égypte souligne l'importance d'améliorations sur le terrain visant à créer un climat propice à la reprise des négociations, pour parvenir à un règlement politique et permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits légitimes grâce à un État indépendant fondé sur les frontières du 4 juin 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément aux résolutions internationalement reconnues, à la solution des deux États et à l'Initiative de paix arabe.

L'Égypte réaffirme que la sécurité et à la stabilité au Moyen-Orient passent par la réalisation des droits légitimes du peuple palestinien et la libération de tous les territoires arabes occupés en 1967, y compris le Golan syrien occupé, où la situation n'est pas meilleure, compte tenu de l'expansion des colonies.

Au niveau régional, l'Égypte se félicite de la nomination de Hans Grundberg en tant qu'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et se réjouit à l'idée de travailler avec lui et d'appuyer ses efforts pour parvenir à un règlement global de la crise yéménite par une solution politique qui garantisse l'unité, la souveraineté et l'indépendance du Yémen. Un tel règlement devrait répondre aux aspirations du peuple yéménite et mettre fin à ses souffrances d'ordre humanitaire, tout en respectant les accords fondamentaux relatifs à la crise, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe, les textes issus de la Conférence de dialogue national et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015).

L'Égypte soutient également les efforts déployés par les Nations Unies en Syrie et au Yémen pour faire avancer le processus politique et instaurer un cessez-le-feu global dans le cadre des paramètres définis dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Elle souligne la nécessité pour le Conseil de sécurité de jouer un rôle plus actif afin de parvenir au règlement politique de ces crises, d'imposer des cessez-le-feu et de lutter contre le terrorisme et les groupes armés illégaux.

L'Égypte se déclare de nouveau vivement préoccupée par la poursuite des attaques de navires contre d'autres navires en mer et par la menace que cela représente pour la liberté de navigation internationale. Elle condamne dans les termes les plus fermes les attaques dirigées contre l'Arabie saoudite et le recours croissant à la force par certaines parties de la région en dehors des cadres internationaux convenus ; une conduite qui viole le droit international et les principes consacrés par la Charte des Nations Unies, et met en péril la paix et la sécurité régionales et internationales. De plus, l'Égypte condamne l'ingérence persistante de certains États de la région dans les affaires intérieures d'autres États et le fait que les divisions sectaires qui attisent les conflits sont alimentées.

Elle continue d'appuyer tous les efforts internationaux et régionaux visant à instaurer la sécurité, la stabilité et une paix durable en Libye. À cet égard, elle participe activement aux travaux de la deuxième Conférence de Berlin sur la Libye et à la récente conférence des pays voisins de la Libye en Algérie. La prochaine session devrait se tenir en Égypte. L'Égypte participe également à des événements de haut niveau sur la Libye organisés en marge des réunions de haut niveau de l'Assemblée générale. Elle soutient les travaux de la Commission militaire conjointe 5+5, qui a commencé à rédiger l'accord de cessez-le-feu en octobre 2020, des efforts fournis pour ouvrir la route côtière et échanger des prisonniers jusqu'à sa récente adoption du plan d'action intégré pour le retrait de l'ensemble des forces étrangères et des mercenaires de Libye.

Je saisis cette occasion pour réaffirmer la position ferme de l'Égypte sur la nécessité de mettre pleinement en œuvre la résolution 2570 (2021), les conclusions de la deuxième Conférence de Berlin, les résolutions de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes concernant la tenue d'élections législatives et présidentielle en Libye

le 24 décembre 2021 et le départ immédiat de l'ensemble des forces étrangères et des mercenaires. À cet égard, l'Égypte note avec inquiétude les tentatives répétées visant à créer une distinction entre les forces étrangères et les mercenaires et à suggérer que les forces étrangères pourrait se retirer après les mercenaires. Cela inclut l'omission de la question du départ des forces étrangères de l'ordre du jour de la réunion de l'Initiative de stabilisation de la Libye prévue pour le 21 octobre 2021. L'Égypte affirme qu'une telle distinction est contraire aux résolutions du Conseil de sécurité, et appelle toutes les parties à se conformer pleinement aux résolutions internationales pertinentes et à ne pas faire de distinguo entre forces étrangères et mercenaires. C'est essentiel pour parvenir à la paix et à la stabilité souhaitées en Libye.

Le seul moyen de parvenir à une paix juste et globale dans notre région, c'est de respecter les résolutions internationalement reconnues et les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, notamment les principes de respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États et de non-ingérence dans leurs affaires intérieures, et de libérer tous les territoires arabes occupés, notamment en Palestine et le Golan syrien.

## Annexe 9

### **Déclaration de M. Olof Skoog, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité d'observateur**

J'ai l'honneur de prononcer la présente déclaration au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La République de Macédoine du Nord, le Monténégro et l'Albanie, pays candidats, ainsi que la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, s'associent à la présente déclaration.

L'Union européenne réaffirme son attachement à un règlement juste et global du conflit israélo-palestinien, fondé sur la solution des deux États, l'État d'Israël et un État de Palestine indépendant, démocratique, d'un seul tenant, souverain et viable, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité et bénéficiant d'une reconnaissance mutuelle. À cette fin, il faut de toute urgence relancer un dialogue véritable entre les parties, instaurer des mesures de confiance et améliorer les conditions de vie des personnes ordinaires. L'Union européenne se félicite des contacts de haut niveau qui ont eu lieu récemment entre les parties, notamment ceux qui visaient à convenir de mesures destinées à améliorer les conditions socioéconomiques dans le Territoire palestinien occupé, et elle encourage leur poursuite. Elle se tient prête à appuyer ces efforts dans le but d'améliorer la situation sur le terrain et de rétablir la confiance, et d'ouvrir la voie vers la relance dès que possible du processus de paix. Il est de la plus haute importance de rétablir un horizon politique vers la solution des deux États, qui, l'Union européenne l'affirme une fois de plus, est la seule solution possible.

L'Union européenne continue d'appeler à la consolidation du cessez-le-feu à Gaza, et rappelle sa position sans équivoque, à savoir que les tirs de roquettes, le lancement de ballons incendiaires et les autres attaques menées par le Hamas et les autres groupes terroristes sont inacceptables. Elle se félicite des mesures prises par Israël pour assouplir certaines restrictions à Gaza, et demande que d'autres restrictions soient levées afin de promouvoir les premiers efforts de relèvement et de reconstruction et de faciliter la fourniture de services de base, ainsi qu'un accès humanitaire sans entrave à Gaza. L'Union européenne demande à toutes les parties de prendre des mesures au plus vite afin de changer de manière fondamentale la situation politique, sécuritaire et économique dans la bande de Gaza, notamment en mettant fin au bouclage et en ouvrant complètement les points de passage, tout en tenant compte des préoccupations légitimes d'Israël en matière de sécurité. La situation dans la bande de Gaza est insoutenable depuis longtemps et seule une solution politique permettra de mettre un terme au conflit.

Préserver la viabilité de la solution des deux États, avec Jérusalem comme future capitale des deux États, est au cœur de la politique de l'Union européenne et restera une priorité. L'Union européenne demande instamment aux deux parties de manifester clairement leur attachement à la solution des deux États par des actes concrets et de s'abstenir d'actes unilatéraux qui peuvent lui porter atteinte.

Dans ce contexte, l'Union européenne est préoccupée par les démolitions et les expulsions, notamment à Jérusalem-Est. De plus, elle condamne fermement les incidents liés aux colons et réaffirme que les colonies de peuplement sont illégales au regard du droit international. L'opposition de l'Union européenne à la politique de colonisation d'Israël et aux mesures prises dans ce contexte, y compris à Jérusalem-Est, est bien connue. Des actes tels que la construction de la barrière de séparation au-delà de la ligne de 1967, les démolitions et les saisies, y compris de projets financés par l'Union européenne, les expulsions, les transferts forcés, notamment de Bédouins, les avant-postes illégaux, la violence des colons et les restrictions à la



circulation et à l'accès compromettent véritablement la solution des deux États et ne feront qu'exacerber les tensions qui existent déjà. Il importe de ne pas procéder aux expulsions prévues.

L'Union européenne rappelle l'importance particulière des lieux saints et appelle au maintien du statu quo établi en 1967 pour le mont du Temple/Haram el-Charif, conformément aux accords antérieurs et dans le respect du rôle particulier que joue la Jordanie. Elle continuera de suivre attentivement les faits nouveaux qui surviendront sur le terrain et leurs répercussions éventuelles et se tient prête à prendre d'autres mesures afin de préserver la viabilité de la solution des deux États.

L'Union européenne demande une nouvelle fois à l'Autorité palestinienne d'organiser sans plus tarder les élections nationales qui ont été reportées. Elle a toujours exprimé son appui à des élections crédibles, ouvertes et transparentes pour tous les Palestiniens. Nous sommes convaincus que des institutions palestiniennes démocratiques fortes, ouvertes à tous, responsables et opérationnelles, fondées sur le respect de l'état de droit et des droits de l'homme, sont essentielles pour le peuple palestinien, pour la légitimité démocratique et, au final, pour la solution des deux États. Nous encourageons vivement toutes les parties palestiniennes à relancer leurs efforts pour tirer parti des pourparlers fructueux qui ont eu lieu entre les factions au cours des derniers mois, à adhérer aux accords précédents, à renoncer à la violence et au terrorisme, à reconnaître le droit d'Israël d'exister et à s'engager à respecter les principes démocratiques, notamment l'état de droit. Nous réitérons notre appel à Israël pour qu'il facilite la tenue d'élections nationales sur l'ensemble du territoire palestinien, y compris à Jérusalem-Est. L'Union européenne reste prête à travailler avec toutes les parties concernées pour faciliter l'observation du processus électoral par l'Union européenne elle-même.

Les organisations et les acteurs de la société civile palestinienne doivent être autorisés à s'acquitter de leurs tâches importantes sans faire l'objet d'obstruction, de harcèlement et d'intimidation ; l'Autorité palestinienne doit également assumer ses responsabilités à cet égard. L'Union européenne attend qu'une enquête complète et indépendante sur la mort de Nizar Banat soit dûment menée et que les responsables répondent de leur acte. Elle demande que le droit fondamental à la liberté d'expression dans les zones contrôlées par l'Autorité palestinienne soit respecté.

L'Union européenne redit sa profonde et sincère reconnaissance à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et à son personnel dévoué pour le travail qu'ils accomplissent dans des conditions extrêmement difficiles et éprouvantes. L'UNRWA joue un rôle indispensable dans la réponse humanitaire et dans le rétablissement et la reconstruction rapides de Gaza ; c'est un fournisseur essentiel de services vitaux pour des millions de réfugiés palestiniens et une force stabilisatrice dans la région. Jusqu'à ce qu'une solution juste, équitable, convenue, réaliste et conforme au droit international soit trouvée à la question des réfugiés, l'UNRWA reste vital pour fournir la protection nécessaire et les services essentiels aux réfugiés palestiniens, et nous continuerons de soutenir l'UNRWA dans toutes ses zones d'opération, y compris à Jérusalem-Est.

L'Union européenne rappelle qu'elle est, avec ses États membres, le principal contributeur de l'UNRWA. Nous nous félicitons du soutien financier supplémentaire apporté par d'autres donateurs dont certains sont nouveaux, notamment l'engagement renouvelé des États-Unis, et nous appelons tous les partenaires, en particulier les États arabes du Golfe, à augmenter leurs contributions à l'UNRWA. La prochaine conférence organisée par la Suède et la Jordanie sera une occasion majeure pour prendre des mesures en vue d'assurer un financement suffisant, prévisible et durable de l'Office.

J'en viens maintenant à la situation en Syrie.

Après plus d'une décennie de conflit, la communauté internationale ne doit pas abandonner la Syrie et doit poursuivre ses efforts en vue d'une solution politique, conformément à la résolution 2254 (2015).

Le conflit, la violence et l'instabilité en Syrie continuent d'avoir de profondes répercussions sur la stabilité de toute la région, causant d'énormes souffrances humaines, des millions de Syriens étant toujours déplacés ou vivant en tant que réfugiés dans d'autres pays, comme l'a montré une fois de plus la récente mise à jour statistique accablante du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

La Syrie reste une priorité de l'Union européenne, comme l'a indiqué clairement la déclaration de cette dernière faite à l'occasion de la dixième année du conflit, avant la Conférence de Bruxelles sur la Syrie qui s'est tenue en mars de cette année.

L'Union européenne reste attachée à l'unité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'État syrien et rappelle que toute solution durable au conflit passe par une transition politique véritable et inclusive, conformément à la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe), négociée par les parties syriennes dans le cadre du processus de Genève dirigé par l'ONU, avec la participation pleine, égale et véritable des femmes. Nous reconnaissons que le Comité consultatif des femmes joue un rôle de conseil important auprès de l'Envoyé spécial.

L'Union européenne soutient pleinement les efforts, l'approche et la détermination de l'Envoyé spécial l'ONU, Geir Pedersen, à progresser grâce à une approche globale sur tous les aspects de la résolution 2254 (2015), y compris sur la question des personnes détenues par le régime et des personnes disparues, ainsi que sur la mise en place d'un environnement sûr et neutre afin que des élections libres et équitables puissent se tenir sous la supervision de l'ONU, et elle continue d'encourager les travaux de la Commission constitutionnelle dirigée par les Syriens, sous les auspices de l'ONU.

L'Union européenne se félicite des progrès réalisés lors du sixième cycle de négociations de la Commission constitutionnelle à Genève, qui a débuté le 18 octobre, et appelle tous les participants, en particulier le régime syrien, à y participer en toute bonne foi en vue de faire avancer la réforme constitutionnelle de manière rapide et appréciable.

L'Union européenne prend note avec satisfaction des propositions de l'Envoyé spécial Pedersen en faveur d'un nouveau format politique et d'une approche progressive pour faire avancer le processus politique.

Elle continue de demander au régime syrien et à ses alliés, ainsi qu'à toutes les parties au conflit, de respecter pleinement les droits de l'homme et le droit international humanitaire, et plus précisément de cesser définitivement les frappes aériennes aveugles et les bombardements de civils et de travailleurs humanitaires. Le siège de Deraa et les attaques perpétrées récemment par le régime syrien sont inacceptables.

Dans le nord-ouest de la Syrie, la situation reste très incertaine. Le cessez-le-feu conclu en mars 2020 est fragile et doit être maintenu et renforcé, les civils doivent être protégés en permanence et les attaques contre les biens de caractère civil, y compris les hôpitaux, doivent cesser. L'Union européenne condamne fermement les récentes attaques contre Edleb. Les signes indiquant que les parties au conflit se préparent à nouveau à une escalade de la confrontation militaire sont inquiétants.

L'Union européenne reste également préoccupée par la situation dans le nord-est de la Syrie. Du fait des opérations militaires menées par toutes les parties en Syrie, la vie quotidienne de la population civile est devenue dangereuse et intolérable. L'Union européenne se fait une fois de plus l'écho de l'appel lancé à plusieurs reprises par l'ONU et le Conseil de sécurité en faveur de l'instauration d'un cessez-le-feu national, conformément aux résolutions 2254 (2015) et 2532 (2020).

La Turquie est un partenaire clef de l'Union européenne et un acteur extrêmement important dans le contexte de la crise syrienne et dans la région. Les préoccupations de la Turquie concernant la sécurité dans le nord-est de la Syrie doivent être réglées par des moyens politiques et diplomatiques, et non par l'action militaire, dans le plein respect du droit international humanitaire.

À l'intérieur de la Syrie, des violations du droit international, notamment des violations du droit des droits de l'homme et des atteintes à ce droit, et des violations du droit international humanitaire continuent d'être commises par toutes les parties, en particulier le régime syrien et ses alliés.

Le dernier rapport (A/HRC/48/70) de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne a de nouveau révélé que des violations continuent d'être commises dans l'ensemble du pays, ce qui est alarmant. Les personnes les plus exposées à ces violations persistantes sont notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées, les déplacés et les personnes qui sont retournées en Syrie, ainsi que les personnes handicapées. Les conditions d'un retour librement consenti, en toute sécurité et dans la dignité des réfugiés et des déplacés, y compris les déplacés à l'intérieur du pays, ne sont toujours pas réunies en Syrie. Nous partageons les conclusions de la Commission à cet égard. Par ailleurs, nous restons profondément préoccupés par les informations faisant état de transformations sociales et démographiques dans toutes les régions de la Syrie.

L'Union européenne continue d'exiger la fin de la répression, la libération des détenus, la fourniture d'informations sur le sort des personnes disparues et une volonté sérieuse de la part du régime syrien et de ses alliés de mettre intégralement en œuvre la résolution 2254 (2015).

L'Union européenne continue d'insister sur le fait que le régime syrien doit coopérer pleinement avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, notamment dans le cadre de ses enquêtes sur l'utilisation d'armes chimiques durant le conflit, et elle déplore le manque de coopération persistant du régime syrien avec cette organisation.

Tous les auteurs de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, dont certaines pourraient être constitutives de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, doivent être traduits en justice. L'Union européenne réitère son appel au renvoi de la situation en Syrie devant la Cour pénale internationale.

La récente manifestation organisée par le Liechtenstein en marge de l'Assemblée générale, coparrainée par les États-Unis, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Qatar, intitulée « Mettre la barre plus haut : œuvrer en faveur d'une justice globale pour la Syrie », a souligné une fois de plus l'engagement indéfectible de l'ensemble des Membres de l'ONU à faire en sorte que justice soit rendue pour les crimes les plus graves commis en Syrie au cours des 10 dernières années.

L'Union européenne reste convaincue que le respect du principe de responsabilité et la justice pour les victimes sont essentiels pour une Syrie stable et pacifique, sur la base d'une solution politique crédible, inclusive et viable, conformément à la résolution 2254 (2015).

Étant donné qu'il n'est pas possible de faire appel à la justice internationale, les actions actuellement intentées, autant que faire se peut, pour crimes de guerre devant des juridictions nationales dans plusieurs États membres de l'Union européenne représentent une contribution importante pour que justice soit rendue.

L'Union européenne continuera d'appuyer les efforts visant à recueillir des éléments de preuve en prévision de poursuites judiciaires, notamment ceux du Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie ainsi que les travaux

de la Commission d'enquête. Nous saluons l'initiative des Pays-Bas, qui ont, avec le Canada, invoqué la responsabilité de la Syrie dans des violations des droits de l'homme qui contreviennent à ses obligations internationales, notamment au titre de la Convention contre la torture.

La crise des réfugiés syriens est la plus grave crise de déplacement dans le monde. En effet, 5,6 millions de Syriens sont des réfugiés enregistrés tandis que 6,7 millions d'autres sont déplacés à l'intérieur de la Syrie, et les conditions ne sont pas réunies pour permettre leur retour librement consenti, durable, en toute sécurité et dans la dignité dans le pays, conformément au droit international et aux paramètres définis par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. L'Union européenne insiste pour que le retour des réfugiés et des déplacés dans leurs régions d'origine ne soit encouragé qu'une fois que ces conditions seront réunies. Il faut remédier aux causes profondes de la crise des réfugiés et des déplacés en mettant en œuvre la résolution 2254 (2015).

L'Union européenne continue de mettre en garde contre tout nouveau déplacement à l'intérieur de la Syrie, et attire l'attention sur le fait que ces déplacements pourraient être utilisés à des fins de transformation sociale et démographique.

Les besoins humanitaires en Syrie ne cessent d'augmenter, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire étant passé de 11 millions en 2020 à 13,4 millions en 2021. L'Union européenne et ses États membres sont les principaux donateurs en ce qui concerne cette crise humanitaire, et ont fourni 25 milliards d'euros au cours des 10 dernières années. Nous continuerons de faire preuve de solidarité.

L'Union européenne a salué l'adoption à l'unanimité, le 9 juillet 2021, de la résolution 2585 (2021), dont les dispositions représentent un formidable répit d'un an pour des millions de Syriens dont la survie dépend de l'aide humanitaire fournie grâce à ce mécanisme. Le renouvellement de la résolution du Conseil sur l'assistance transfrontière restera d'une importance cruciale tant qu'il n'y aura pas de solution de remplacement satisfaisante pour pourvoir aux besoins humanitaires immenses et croissants dans le nord-ouest de la Syrie. Toutes les parties doivent permettre un accès humanitaire rapide, en toute sécurité et sans entrave, notamment à travers les lignes de conflit, pour faire en sorte que l'aide humanitaire atteigne les personnes dans le besoin par les voies les plus directes.

L'Union européenne appelle toutes les parties au conflit, en particulier le régime syrien et ses alliés, à dépolitiser l'acheminement de l'aide humanitaire, à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et à mettre définitivement fin aux frappes aériennes et aux bombardements aveugles.

Conformément aux conclusions du Conseil européen, l'Union européenne ne sera disposée à contribuer à la reconstruction de la Syrie que lorsqu'une transition politique globale, véritable et inclusive, dans le cadre de la résolution 2254 (2015) et du processus de Genève, sera fermement engagée.

Nous appelons toutes les parties au conflit à promouvoir une solution politique crédible, durable et inclusive, fondée sur la mise en œuvre pleine et entière de la résolution 2254 (2015), qui est le seul moyen d'instaurer une paix durable en Syrie. L'Union européenne continuera d'appuyer les efforts déployés par le Bureau de l'Envoyé spécial pour parvenir à une solution politique inclusive.

**Annexe 10****Déclaration de M. Mohammad Kurniadi Koba, Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

L'Indonésie s'associe aux déclarations prononcées par les représentants de l'Azerbaïdjan et d'Oman, respectivement au nom du Mouvement des pays non alignés (annexe 1) et de l'Organisation de la coopération islamique (annexe 18).

L'Indonésie demeure préoccupée par la situation dans le territoire palestinien occupé, qui continue de se détériorer. Nous déplorons les violations qui continuent d'être commises par la Puissance occupante, notamment l'occupation illégale, l'expansion des colonies, l'oppression, la violence et les déplacements forcés. Le fait que ces actions illégales se poursuivent sans relâche en dépit des nombreuses résolutions de l'ONU est un rappel pour le Conseil de sécurité qu'il doit agir de manière décisive pour s'acquitter de son mandat en garantissant la paix et la sécurité internationales. À cet égard, je voudrais réitérer trois points.

Premièrement, nous devons continuer de rechercher une solution juste et durable. Nous devons rester déterminés et unis dans nos efforts visant à dissuader Israël de commettre des actions illégales, à mettre fin à l'occupation en Palestine et à demander des comptes à Israël pour ses violations des droits fondamentaux des Palestiniens. L'Indonésie réaffirme son appui sans équivoque à un règlement juste, global et inclusif du conflit israélo-palestinien grâce à la solution des deux États, sur la base des résolutions de l'ONU et des paramètres convenus au niveau international, avec Jérusalem-Est comme capitale palestinienne.

Deuxièmement, le Conseil de sécurité doit mettre un terme aux actions illégales d'Israël et l'amener à répondre de ses actes. Les violations continues d'Israël ont exacerbé l'insécurité, causé des pertes en vies humaines et compromis les perspectives d'une paix juste. Cela doit cesser. La communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, doit assurer la protection du peuple palestinien. En outre, afin de lutter contre le sentiment d'impunité actuel, il est essentiel de veiller à ce qu'Israël réponde de ses nombreuses violations. Nous soulignons l'importance de veiller à ce qu'Israël respecte ses engagements et ses responsabilités en vertu du droit international.

Troisièmement, il est essentiel d'apporter une aide humanitaire à la Palestine. Nous sommes préoccupés par le fait que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui fournit une aide humanitaire indispensable aux réfugiés palestiniens, continue de faire face à un manque de financement. La communauté internationale doit à nouveau s'employer à garantir un financement suffisant, durable et prévisible afin de permettre à l'Office de remplir efficacement son mandat. Nous demandons également à Israël de lever complètement son blocus de Gaza, qui a provoqué une tragédie humanitaire et la souffrance du peuple palestinien.

Enfin, l'Indonésie tient à réaffirmer son engagement continu aux côtés du peuple et de l'État de Palestine. Nous sommes prêts à soutenir le peuple palestinien et toutes les initiatives destinées à trouver une solution juste, globale et durable.

**Annexe 11****Déclaration de M. Majid Takht Ravanchi, Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La situation actuelle dans le territoire palestinien occupé est inquiétante et continue de préoccuper gravement la communauté internationale. Le peuple palestinien continue de souffrir des horreurs d'une occupation brutale qui dure depuis plus de sept décennies.

Israël, Puissance occupante, a intensifié ses politiques et pratiques destructrices et agressives à l'encontre du peuple palestinien, faisant des victimes civiles, y compris parmi les enfants.

Dans le même temps, le régime israélien a continué de profaner des sanctuaires religieux et des lieux saints islamiques. Un exemple parfait de ce type d'agressions, c'est la mosquée Al-Aqsa, qui a été la cible d'attaques répétées, de provocations et d'incursions quotidiennes de colons israéliens, dans le but d'accélérer la mise en œuvre du plan illégal d'Israël, à savoir la division temporelle et physique de ce lieu saint.

Il est tout aussi important de rappeler que la situation humanitaire dans la bande de Gaza reste désastreuse. Le blocus a dévasté l'économie de Gaza, causé des destructions massives et laissé la plupart des habitants largement coupés du monde extérieur. La poursuite du blocus cruel de Gaza est une punition collective d'êtres humains innocents. Elle constitue un crime contre l'humanité et une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. C'est un acte agressif et sauvage qui enfreint toutes les lois et normes internationales.

Le régime israélien poursuit également ses pratiques agressives et déstabilisatrices dans la région en violant la souveraineté et l'intégrité territoriale des États de la région, dont la Syrie, et en menaçant ouvertement de recourir à la force contre la souveraineté des États Membres de l'ONU.

Il est extrêmement regrettable que le Conseil de sécurité ait été jusqu'à présent incapable d'assumer la responsabilité qui lui incombe en vertu de la Charte des Nations Unies de mettre fin à l'occupation du territoire palestinien.

L'inaction face aux violations du droit international dans le territoire palestinien occupé a encouragé le régime israélien à poursuivre ses crimes odieux contre le peuple palestinien opprimé.

Nous appelons la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin immédiatement à l'occupation de la Palestine par Israël, aux attaques répétées contre le peuple palestinien et au blocus cruel de Gaza, où la population souffre de conditions de vie inhumaines et tragiques.

Le régime israélien doit répondre de ses violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le territoire palestinien occupé. Ces crimes ne doivent pas rester impunis. Le règlement de la crise palestinienne ne peut être obtenu que si les droits inaliénables du peuple de la Palestine occupée sont pleinement reconnus, restaurés et préservés.

La République islamique d'Iran estime que la seule solution possible pour la réalisation des droits fondamentaux du peuple palestinien, en particulier son droit à l'autodétermination, est d'organiser un référendum national conforme aux réalités historiques et aux principes du droit international, avec la participation de tous

les Palestiniens, chrétiens, juifs ou musulmans, et de tous leurs descendants. Un tel référendum constituerait une assise solide pour régler la question de Palestine, rétablir sa souveraineté et mettre fin à l'occupation.

Enfin, nous rejetons totalement et condamnons fermement les accusations infondées et les mensonges formulés contre mon pays lors de la présente séance par le représentant du régime israélien (voir S/PV.8883), qui fait régulièrement des affirmations sans fondement contre l'Iran. Aujourd'hui encore, le représentant du régime israélien a tenté de jouer les victimes et de détourner l'attention de la communauté internationale des atrocités que ce régime commises contre le peuple palestinien dans le territoire occupé.

Les accusations d'Israël concernant le programme nucléaire pacifique de l'Iran, dont la nature pacifique a été vérifiée à de nombreuses reprises par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), sont complètement absurdes, hors de propos et sans fondement. Il est évident que l'objectif du régime israélien est de masquer le danger que ses propres armes nucléaires font courir à la région et au-delà. Pour éliminer cette menace, la communauté internationale doit obliger le régime israélien à renoncer à posséder des armes nucléaires, à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à placer l'ensemble de ses activités et installations nucléaires sous les garanties généralisées de l'AIEA.

Le représentant de ce régime terroriste a détourné cette instance, à laquelle incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et a explicitement menacé de recourir à la force contre un État Membre de l'ONU. Cette menace illégale constitue une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies, notamment du paragraphe 4 de l'Article 2, et doit donc être dénoncée et condamnée par le Conseil de sécurité.

La République islamique d'Iran se réserve la possibilité d'exercer son droit naturel, en vertu du droit international, de prendre toutes les mesures nécessaires pour se protéger et se défendre.



**Annexe 12****Déclaration de M. Ishikane Kimihiro, Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Avant toute chose, je tiens à réaffirmer la détermination du Japon à appuyer la solution des deux États, fondée sur toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et sur les paramètres convenus au niveau international.

Le Ministre japonais des affaires étrangères, M. Motegi, s'est rendu en Palestine et en Israël au mois d'août pour démontrer notre engagement inébranlable sur cette question, même dans le contexte actuel de la crise de la maladie à coronavirus (COVID-19). Lors de réunions avec ses homologues, il a exhorté les deux parties à prendre des mesures concrètes pour apaiser les tensions et rétablir la confiance, tout en soulignant l'importance d'améliorer la situation par des moyens pacifiques.

Les tensions à Gaza ont diminué depuis la déclaration du cessez-le-feu. Les efforts en matière d'aide humanitaire et de reconstruction se poursuivent, avec l'appui logistique et financier des pays voisins et de donateurs. Bien que les besoins humanitaires à Gaza restent insatisfaits, le Japon apprécie le fait que le cessez-le-feu ait été respecté et qu'il y ait eu une évolution positive, telle la facilitation de l'acheminement des biens humanitaires et de la circulation des personnes. Les efforts déployés par l'Égypte et d'autres pays pour faciliter les pourparlers entre la Palestine et Israël et entre les parties en Palestine, ainsi que les récents contacts de haut niveau entre les responsables israéliens et palestiniens, sont autant d'éléments encourageants.

En revanche, la situation sur le terrain reste préoccupante. Les activités de colonisation, la destruction de maisons et les expulsions de Palestiniens par les autorités israéliennes en Cisjordanie, ainsi que les actes de violence lors de manifestations, se poursuivent. De tels actes compromettent les efforts visant à instaurer la confiance entre les parties et pourraient conduire à une nouvelle escalade. Le Japon appelle toutes les parties à cesser toute activité susceptible d'entraver les progrès vers la réalisation de la solution des deux États et réaffirme qu'une telle solution ne peut être obtenue par la violence, mais uniquement par les négociations et la confiance mutuelle.

Le Japon s'engage à continuer de soutenir le peuple palestinien tant que les difficultés humanitaires et socioéconomiques subsisteront en Palestine, en particulier à Gaza. Il a accordé une aide d'un montant total de 23 millions de dollars à la Palestine depuis juin, ainsi que 40,9 millions de dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) cette année. Il remercie les États-Unis de la reprise du dialogue avec la Palestine et du soutien qu'ils lui apportent, y compris leur importante contribution financière à l'UNRWA. Il saisit cette occasion pour renouveler son soutien au travail de l'UNRWA sur le terrain, y compris les efforts que l'Office déploie depuis des générations dans le secteur de l'éducation. Il encourage la communauté internationale, notamment les pays de la région, à financer les activités de l'Office.

Par ailleurs, le Japon a pris la direction de deux initiatives importantes, le Couloir pour la paix et la prospérité et la Conférence sur la coopération entre les pays d'Asie de l'Est pour le développement de la Palestine, afin d'encourager le dialogue politique entre les parties concernées, de soutenir les efforts de création d'un État palestinien et de renforcer la confiance entre Palestiniens et Israéliens.

Je tiens, pour conclure, à exprimer la détermination du Japon à ne ménager aucun effort aux fins de la concrétisation de la solution des deux États.

**Annexe 13****Déclaration de la Mission permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Nous apprécions le rôle important que vous jouez en permettant au Conseil de s'acquitter de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le processus de paix est aujourd'hui placé devant deux choix : soit une paix juste menant à la fin de l'occupation et à la création d'un État palestinien indépendant sur la base des frontières du 4 juin 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément à la solution des deux États, soit une intensification du conflit par des violations continues des droits du peuple palestinien et des actes illégaux qui compromettent toute possibilité de paix.

Le sommet trilatéral entre la Jordanie, l'Égypte et la Palestine, qui a réuni S. M. le Roi Abdullah II, le Président égyptien, Abdel Fattah Al Sisi, et le Président palestinien, Mahmoud Abbas, le jeudi 2 septembre au Caire, a réaffirmé le rejet des mesures israéliennes illégales qui compromettent la solution des deux États et menacent les chances de paix dans la région, notamment la construction et l'expansion des colonies en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, la confiscation des terres, les démolitions de maisons et l'expulsion de Palestiniens de leur domicile. À cet égard, le sommet a souligné la nécessité de respecter le droit des habitants de Cheik Jarrah de rester chez eux.

Les violations israéliennes continues contre la mosquée Al-Aqsa/Haram el-Charif constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, comme cela a été clairement démontré en avril et mai derniers, lorsque les violations israéliennes ont conduit à un cycle de violence et de destruction et à la guerre israélienne contre Gaza. La Jordanie estime que les pratiques des forces d'occupation, les incursions de colons et d'extrémistes dans la sainte mosquée Al-Aqsa/Haram el-Charif, l'obstruction du travail de l'Administration jordanienne des waqfs de Jérusalem et des affaires de la mosquée Al-Aqsa au Haram el-Charif et les tentatives d'imposer un nouveau statu quo constituent des violations des obligations qui incombent à Israël en tant que Puissance occupante au regard du droit international humanitaire. Le Conseil de sécurité doit assumer ses responsabilités pour mettre fin à ces violations et contraindre Israël à respecter ses résolutions en la matière, notamment la résolution 478 (1980).

Nous soulignons que la sainte mosquée Al-Aqsa/Haram el-Charif, d'une superficie totale de 144 000 mètres carrés, y compris ses cours, est un lieu de culte réservé aux musulmans et que l'Administration jordanienne des waqfs de Jérusalem et des affaires de la mosquée Al-Aqsa est le seul organe juridique habilité à gérer toutes les affaires du Haram el-Charif et à en contrôler les entrées et les sorties.

Nous affirmons que le Royaume hachémite de Jordanie, sur la base de la tutelle hachémite historique des lieux saints musulmans et chrétiens de Jérusalem exercée par S. M. le Roi Abdullah II, poursuivra son rôle et ses efforts pour protéger et prendre soin des Lieux saints et préserver leur statut juridique et historique.

Nous notons qu'il importe de poursuivre les efforts visant à stabiliser le cessez-le-feu dans la bande de Gaza et à en tirer parti afin de parvenir à une désescalade globale et durable, ainsi que de mener des activités de reconstruction dans la bande de Gaza et d'apporter une aide au développement aux autres territoires palestiniens.

Nous appelons la communauté internationale à se mobiliser pour atténuer la crise humanitaire dans la bande de Gaza en participant aux activités de reconstruction et en faisant pression sur Israël pour qu'il mette fin à son blocus illégal et réponde aux besoins fondamentaux et humanitaires de la population de la bande de Gaza, conformément aux responsabilités qui lui incombent en vertu du droit international en tant que Puissance occupante dans la bande de Gaza.

La Jordanie et la Suède se préparent à organiser le mois prochain une conférence internationale sur l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), et continuent de s'employer à mobiliser un appui politique et à le traduire en un soutien financier durable et prévisible qui permette à l'UNRWA de s'acquitter du mandat que lui a confié l'Assemblée générale.

L'UNRWA doit continuer de fournir les services vitaux qu'il est chargé par l'Organisation de fournir, en attendant un règlement juste et durable de la question des réfugiés palestiniens, qui respecterait leur droit au retour et à l'indemnisation conformément au droit international et aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU, en particulier la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, et dans le cadre d'un règlement global qui mettrait fin à l'occupation et conduirait à la création d'un État palestinien indépendant et viable, avec Jérusalem-Est pour capitale, le long des frontières du 4 juin 1967, sur la base de la solution des deux États et conformément au droit international.

L'instauration de la paix est notre principale préoccupation dans la région, car nous sommes conscients, comme d'autres devraient l'être, que l'instabilité, où qu'elle se produise, constitue une menace pour la sécurité dans le monde entier.

## Annexe 14

**Déclaration de la Mission permanente du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que la Mission permanente du Kenya, de présider avec brio les travaux du Conseil de sécurité au cours du mois d'octobre et à vous souhaiter plein succès pour les séances à venir. Je remercie également le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, de son précieux exposé au Conseil (voir S/PV.8883). Je réitère notre appui à son action, ainsi qu'à tous les efforts visant à apaiser la situation et à rétablir la stabilité dans la région.

Le Conseil de sécurité tient aujourd'hui son débat public trimestriel au titre du point de l'ordre du jour intitulé « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne », alors que le monde entier, notamment le Moyen-Orient, continue de se heurter à de sérieuses difficultés. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) figure au premier rang de ces difficultés et a fait plus de 4,7 millions de victimes, exacerbé l'insécurité alimentaire et provoqué de graves contraction et stagnation économiques. Malheureusement, Israël, Puissance occupante, profite du fait que la communauté internationale se concentre sur cette lutte décisive et persiste dans sa politique implacable d'agression contre le peuple palestinien, nous rappelant une fois de plus qu'il n'a pas reculé d'un pouce dans ses projets d'annexer davantage de territoires palestiniens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Ces politiques et pratiques montrent une fois encore qu'Israël, Puissance occupante, cherche à ancrer profondément l'occupation en étendant ses activités et ses politiques illégales par l'expansion, la construction et l'implantation de milliers de logements et l'annexion de terres, en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2334 (2016). De nombreuses informations ont confirmé la dégradation continue de la situation dans les territoires palestiniens en raison, entre autres, de l'augmentation des activités de colonisation en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, où Israël, Puissance occupante, a annoncé il y a plusieurs jours son intention de relancer son projet de construction de 10 000 logements illégaux destinés à des colons dans une zone située au nord de Jérusalem occupée, en plus de la démolition de maisons palestiniennes dans le quartier de Silwan.

Nous sommes également préoccupés par les violences que continuent de perpétrer les colons israéliens et les forces de sécurité israéliennes contre le peuple palestinien sans défense. Les forces de sécurité israéliennes en Cisjordanie occupée ont abattu au moins 60 Palestiniens, tandis que plus de 260 autres, dont 66 enfants et 41 femmes, ont été tués à Gaza depuis le début de l'année. Ces actes sont constitutifs de nouveaux crimes de guerre qui viennent s'ajouter à la liste des atrocités commises par Israël contre le peuple palestinien, ainsi que de ses violations flagrantes des droits de l'homme, de la Charte des Nations Unies, des résolutions des organes de l'ONU et du droit international. Israël, Puissance occupante, vise, par ses politiques, à détruire les perspectives ou les espoirs des Palestiniens de créer un État de Palestine indépendant, d'un seul tenant, viable, durable et souverain.

Du fait de ces pratiques, il est plus que jamais nécessaire que soient mobilisés les mécanismes politiques et juridiques internationaux pour amener Israël à répondre de ses violations constantes des droits du peuple palestinien, qui sont garantis par le droit international, afin de mettre un terme aux campagnes d'arrestations arbitraires ; à la démolition de bâtiments palestiniens ; à la destruction et la saisie de biens

appartenant à des Palestiniens ; au déplacement forcé de civils ; et aux meurtres de civils palestiniens aux mains de colons, sans oublier le blocus imposé à Gaza et les attaques récurrentes contre des lieux saints musulmans et chrétiens.

Israël et le monde entier sont conscients que la question palestinienne a été et reste primordiale pour le monde arabe et islamique. La tension et l'instabilité continueront de prévaloir dans notre région à moins que le peuple palestinien ne réalise tous ses droits politiques légitimes et qu'Israël, Puissance occupante, ne cesse ses pratiques et ses violations du droit international humanitaire, à savoir la construction de colonies de peuplement, la confiscation de terres, la poursuite du blocus de Gaza et la profanation des Lieux saints.

Nous soulignons qu'il importe de poursuivre les efforts en vue de relancer les négociations selon un calendrier spécifique en vue d'instaurer une paix juste et globale, conformément aux paramètres du processus de paix, aux résolutions internationalement reconnues et à l'Initiative de paix arabe, pour mettre fin à l'occupation israélienne. Par ailleurs, nous soulignons qu'il importe de créer un État palestinien indépendant, dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, ainsi que de permettre le retour des réfugiés.

En même temps, nous insistons sur le rôle historique de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui fournit une assistance de base à des millions de réfugiés palestiniens, et sur le fait qu'il importe de continuer à appuyer l'action qu'il mène. En raison de sa ferme position en faveur de la cause palestinienne, le Koweït a fait don, par l'intermédiaire du Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes, de 21,5 millions de dollars pour assurer la poursuite des services éducatifs, sanitaires et sociaux vitaux que l'UNRWA fournit à la communauté des réfugiés palestiniens dans ses diverses zones d'opérations.

## Annexe 15

### **Déclaration de M<sup>me</sup> Amal Mudallali, Représentante permanente du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Qu'il me soit permis de remercier le Président de sa présidence active et efficace ce mois-ci, et d'avoir mis en avant des questions qui méritent l'attention du Conseil de sécurité et de l'ensemble du système des Nations Unies.

La situation au Moyen-Orient continue d'être au centre de l'attention du Conseil et du monde entier en raison des conflits qui n'en finissent pas, de l'occupation qui persiste et des crises humanitaires qui résultent de ces conditions malheureuses. Dans le conflit israélo-palestinien, le chemin de la paix reste obstrué, sans aucun signe à l'horizon qui pourrait apporter un espoir de paix à des millions de Palestiniens vivant sous occupation. La situation sur le terrain s'aggrave, rendant au fil des jours plus difficile à atteindre l'objectif de la solution des deux États.

Les activités de peuplement israéliennes s'accroissent et déracinent les Palestiniens de leurs terres pour y construire de nouvelles colonies de peuplement ou étendre les colonies existantes. Telle est la pénible réalité quotidienne des Palestiniens. La semaine dernière encore, les autorités israéliennes ont approuvé un nouveau projet de construction dans une colonie illégale de Jérusalem. En fait, trois nouveaux projets de construction de colonies nouvelles ou d'expansion de colonies existantes à Jérusalem et dans les environs ont été conçus pour séparer les villages palestiniens de Jérusalem et rompre tous leurs liens physiques avec la Ville sainte, tout en connectant les colonies israéliennes de Cisjordanie à Jérusalem. Cette politique anéantira tout espoir de créer un État palestinien tant qu'il n'y aura pas de règlement pacifique du conflit. Seul un règlement global et juste basé sur les résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 2334 (2016), entre autres, peut constituer le fondement d'un règlement politique qui confère aux Palestiniens les droits politiques et l'autodétermination qu'ils méritent.

Sans un tel règlement, les souffrances quotidiennes des Palestiniens découlant de l'occupation israélienne, en particulier la confiscation de terres, les démolitions de maisons, les actes de violence contre les Palestiniens et l'emprisonnement de millions de personnes à Gaza, se poursuivront. Cela vient s'ajouter à la violence et au harcèlement que les Palestiniens subissent de la part des colons. Pendant la saison de la récolte des olives, les villageois palestiniens subissent les attaques des colons qui déracinent les arbres, détruisent leurs cultures et les agressent physiquement. Sans horizon pacifique ni espoir de mettre fin à l'occupation, les perspectives de paix pour le peuple palestinien et l'ensemble de la région s'éloigneront.

Le Liban se félicite de la détermination du Gouvernement des États-Unis à ouvrir un consulat à Jérusalem et à approfondir les liens des États-Unis avec les Palestiniens dans le cadre de l'action menée en vue de parvenir à la solution des deux États, comme l'a affirmé le Secrétaire d'État Antony Blinken la semaine dernière. Cela permettra aux Palestiniens d'espérer connaître un avenir meilleur dans leur propre État indépendant.

Le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Philippe Lazzarini, a récemment averti que l'Office risquait de s'effondrer si son financement n'était pas garanti dans les semaines à venir. Il manque actuellement de fonds pour fonctionner au cours des prochains mois de novembre et de décembre. Le rôle vital que joue l'UNRWA pour des millions de réfugiés palestiniens, en particulier au Liban, est incontestable. Nous avons toujours souligné l'importance d'assurer un financement prévisible de l'Office en fournissant des contributions soutenues et

pluriannuelles. À cet égard, les préparatifs en vue de la tenue, en novembre 2021, d'une conférence internationale coprésidée par la Jordanie et la Suède pour appuyer l'UNRWA constituent une étape critique. Le retour, cette année, des États-Unis en tant que partenaire et donateur de l'UNRWA est également un fait dont il faut se réjouir.

Le Liban a un nouveau Gouvernement et tente de mettre sur les rails les processus de relèvement politique, financier et économique après plus d'une année d'impasse politique et une crise financière qui a affaibli le pays. Une équipe du Fonds monétaire international est actuellement à Beyrouth pour s'entretenir avec les autorités libanaises sur la manière de progresser dans le redressement des finances du Liban avec l'aide de la communauté internationale. Des discussions sont également en cours pour réfléchir aux moyens de régler les problèmes en suspens en matière d'énergie, d'électricité et d'approvisionnements. L'approbation, le mois dernier, d'une feuille de route impliquant le Liban, l'Égypte, la Jordanie et la Syrie pour fournir du gaz naturel à mon pays est une évolution encourageante qui contribuera à atténuer les pénuries d'électricité qui pèsent lourdement sur la vie des Libanais.

Il existe une détermination à sortir le Liban de la crise sans précédent qu'il traverse et à remettre le pays sur la voie d'un relèvement durable. Ce ne sera pas facile, mais avec l'aide de la communauté internationale et de ses amis, le Liban peut recouvrer sa santé politique et financière et redevenir un pôle d'attraction dans la région.

Un événement malheureux s'est produit la semaine dernière à Beyrouth, lorsque cinq manifestants ont perdu la vie et d'autres ont été blessés dans une fusillade. Le pays tente de circonscrire les effets de cette attaque et de progresser vers l'unité et la réconciliation. Un consensus existe au Liban selon lequel il ne doit jamais y avoir de retour aux querelles internes communautaires et tous les différends politiques doivent être réglés par le dialogue. Nous espérons que l'on répondra aux exigences politiques légitimes du peuple en mettant en œuvre des réformes indispensables et en engageant un processus démocratique et transparent qui permette de protéger l'indépendance et la souveraineté du Liban. On s'accorde également à dire que les divergences sur les questions judiciaires devraient être aplanies dans le cadre d'un processus sanctionné par la Constitution, qui garantit l'indépendance de la justice, comme l'a affirmé cette semaine le Premier Ministre Najib Azmi Mikati. Cela a posé les bases nécessaires pour que la justice trouve une solution à un problème judiciaire contentieux lié à l'explosion dans le port.

Le peuple libanais a appris de ses années de guerre que le dialogue est la voie la plus courte et efficace pour régler les problèmes et vivre ensemble dans la paix et la sécurité. Il continuera d'agir dans cette logique malgré les difficultés actuelles.

Le Liban se félicite de l'adoption à l'unanimité, le 30 août, de la résolution 2591 (2021), qui a prorogé pour un an, sans changement, le mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Le Liban remercie tous les membres du Conseil de sécurité pour leur précieux appui unanime à cette résolution, qui aide l'armée libanaise.

Nous ne saurions trop insister sur le rôle stabilisant de la FINUL dans le sud du Liban et la région. Nous réaffirmons notre appui à la direction et au personnel de la Force et aux milliers de soldates et de soldats de la paix de plus de 40 pays qui travaillent dans la mission. Nous sommes reconnaissants à tous les pays fournisseurs de contingents. Nous adressons nos sincères condoléances au Gouvernement et au peuple ghanéens, mais surtout à la famille du sergent Sekyere Mansfield, mort cette semaine en faisant son devoir honorable au service de la paix dans le cadre de la FINUL.

La coopération entre la FINUL et les Forces armées libanaises reste forte et robuste. Le Liban demeure attaché à l'application de la résolution 1701 (2006) dans son entier et persiste à condamner les violations israéliennes quotidiennes de la souveraineté libanaise dans les airs ou au sol.



## Annexe 16

### **Déclaration de M. Syed Mohamad Hasrin Aidid, Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie le Président d'avoir convoqué le débat public de ce jour. La Malaisie se rallie aux déclarations faites par le représentant d'Oman au nom de l'Organisation de la coopération islamique (annexe 18) et le représentant de l'Azerbaïdjan au nom du Mouvement des pays non alignés (annexe 1). Je voudrais m'arrêter sur plusieurs points en ma qualité nationale.

Nous avons maintes fois entendu la communauté internationale exprimer son adhésion à la solution des deux États. Il est donc d'autant plus regrettable que le droit des Palestiniens à un État soit nié, notamment leur droit d'avoir le statut de Membre à part entière de l'ONU.

Nous devons nous rappeler que, même sans guerre à grande échelle, les Palestiniens vivent toujours sous une occupation brutale, et soumis à un embargo répressif. Leurs droits fondamentaux sont niés, tandis que des implantations illégales sont agrandies.

Les colonies israéliennes sont illégales en droit international. L'oppression systématique des Palestiniens par Israël et les politiques discriminatoires qu'il applique constituent aussi des crimes d'apartheid. On ne peut pas défendre les droits de l'homme et condamner d'autres injustices, tout en passant sous silence les atrocités israéliennes contre les Palestiniens. Le Conseil de sécurité ne doit pas détourner les yeux. Il est grand temps de demander des comptes.

La Malaisie réitère son appel au Conseil de sécurité pour qu'il se penche à nouveau sur la recommandation figurant dans le rapport de 2018 du Secrétaire général (A/ES-10/794), sur le déploiement de contingents militaires ou d'observateurs non armés mandatés par l'ONU pour améliorer la protection des Palestiniens.

L'appel lancé par le Président Abbas à Israël lors du récent débat général (voir A/76/PV.12 et A/76/332/Add.7, annexe III) pour que celui-ci mette fin à son occupation dans les 12 mois doit être pris au sérieux. Il est plus urgent que jamais que le Conseil de sécurité, et en particulier le Quatuor pour le Moyen-Orient, crée les conditions nécessaires aux pourparlers de paix entre les parties concernées et qu'il les relance. Nous ne pouvons pas compter sur le statu quo car rien ne garantit qu'un nouveau bain de sang ne se produira pas.

La Malaisie ne fléchira pas dans son engagement et son appui en faveur du peuple palestinien pour l'exercice de ses droits inaliénables à l'autodétermination et à l'indépendance. Notre position est claire : seul un règlement politique négocié qui aboutisse à la solution des deux États peut donner lieu à une paix durable, sur la base des paramètres internationalement convenus, du droit international et des résolutions pertinentes de l'ONU.

Tout en plaidant pour une solution politique et pacifique urgente au conflit, la Malaisie demande aussi à la communauté internationale de soutenir l'action humanitaire afin d'améliorer les conditions de vie du peuple palestinien, notamment par l'intermédiaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Le 14 octobre 2021, la Malaisie s'est engagée à verser 1 million de dollars comme contribution de long terme à l'UNRWA, à l'appui d'un financement prévisible et durable pour l'Office. En outre, nous avons également annoncé une contribution bilatérale supplémentaire s'élevant à 5 millions de ringgits malaisiens pour la reconstruction d'une clinique à Gaza.

**Annexe 17****Déclaration de la Mission permanente du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Tout d'abord, je remercie le Kenya de sa présidence réussie du Conseil de sécurité ce mois-ci.

En cette occasion, le Royaume du Maroc réaffirme sa position concernant la question palestinienne, sur la base de la solution des deux États, par l'intermédiaire de la création d'un État palestinien entre les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, de même que son attachement à des négociations entre les parties palestinienne et israélienne, seul moyen de parvenir à un règlement final, durable et global de ce conflit.

En sa qualité de Président du Comité d'Al-Qods de l'Organisation de la coopération islamique, S. M. le Roi Mohammed VI prête une grande attention à la question palestinienne et continue d'insister fermement sur la nécessité de préserver le statut spécial de la ville d'Al-Qods al-Charif et de respecter la liberté de pratiquer des rites religieux pour les croyants des trois religions monothéistes, ainsi que l'aspect musulman d'Al-Qods al-Charif et de la mosquée Al-Aqsa.

Je tiens à rappeler l'Appel d'Al-Qods, signé par S. M. le Roi Mohammed VI et S. S. le pape François durant la visite de ce dernier au Maroc en mars 2019, qui a pour but de promouvoir et de renforcer le caractère multiconfessionnel spécifique de la Ville sainte, sa dimension spirituelle et son identité particulière.

Le Maroc maintient son appui à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et continue de souscrire à son mandat. L'UNRWA joue un rôle essentiel en œuvrant pour l'éducation, la santé et les services sociaux en faveur de 5,7 millions de réfugiés palestiniens, notamment dans les circonstances difficiles dues à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Pour sa part, l'Agence Bayt Mal Al-Qods al-Charif, branche exécutive sur le terrain du Comité d'Al-Qods, continue de soutenir des plans et projets de développement en Palestine et dans la ville sainte afin de promouvoir l'autonomisation économique du peuple palestinien. En août 2021, la bande de Gaza a inauguré l'hôpital spécialisé Al-Qods, principalement financé par le Royaume du Maroc. Il a une capacité de 102 lits et plusieurs ailes spécialisées, dont une unité de soins intensifs qui compte 10 lits et une section d'obstétrique et de gynécologie.

Pour terminer, je tiens à dire une nouvelle fois que le Royaume du Maroc place la cause palestinienne au premier rang de ses priorités et reste fidèlement attaché à la concrétisation de la solution des deux États, avec la Palestine et Israël vivant côte à côte dans la paix et la sécurité.

## Annexe 18

## Déclaration de la Mission permanente d'Oman auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), en ma qualité de Vice-Président du Groupe de l'OCI.

Notre séance a lieu alors que la situation dans le territoire palestinien occupé se détériore de façon dramatique. De fait, Israël, Puissance occupante, multiplie ses atteintes au peuple palestinien, faisant des victimes civiles, y compris des enfants, et commet des violations contre des sanctuaires religieux et des lieux saints islamiques, au premier rang desquels la mosquée Al-Aqsa, qui est constamment la cible d'attaques, de provocations et d'incursions quotidiennes par des colons israéliens, dans une tentative d'accélérer la mise en œuvre du plan illégal d'Israël qui consiste dans une division temporelle et spatiale de ce lieu saint.

En outre, nous avons été choqués par la récente profanation par Israël de cimetières islamiques, notamment les cimetières Maaman Allah/Mamillah et Youssoufiy, à Jérusalem, par l'ouverture du soi-disant Musée de la tolérance dans certaines parties du cimetière Maaman Allah/Mamillah et par l'exhumation de tombes musulmanes vieilles de plus de 1 000 ans. Ces actes odieux contre des lieux saints ont offensé des centaines de millions de musulmans dans le monde. De tels actes pourraient également avoir des conséquences dévastatrices et de grande portée qui compliqueraient davantage l'avenir et feraient de Jérusalem une capitale marquée par la haine, le fanatisme et la violence au lieu du symbole de tolérance, de paix et de coexistence harmonieuse qu'elle doit être.

À cet égard, nous réaffirmons qu'il incombe à la communauté internationale de mettre fin aux actions illégales d'Israël, de garantir la protection de Jérusalem, de ses citoyens et de ses lieux saints et de préserver son statut historique et juridique. Il existe de nombreuses résolutions pertinentes des organes de l'ONU à cet effet, notamment celles qui ont été adoptées par le Conseil de sécurité, et elles doivent être respectées et appliquées.

L'OCI a attiré à maintes reprises l'attention de la communauté internationale sur la mise en œuvre accélérée des politiques illégales d'Israël concernant la construction de colonies, ainsi que la saisie et la démolition de maisons et de structures palestiniennes. Notamment, le plan illégal de construction de 10 000 logements sur le site de l'aéroport de Qalandia, au nord de Jérusalem-Est occupée, qui a été adopté récemment par Israël, est un autre acte illégal qui constitue une violation flagrante du droit international et des résolutions pertinentes des organes de l'ONU et qui pourrait compromettre l'intégrité territoriale, la viabilité et la continuité territoriale de l'État palestinien et par conséquent, la possibilité de réaliser la solution des deux États sur la base des frontières d'avant 1967.

À cet égard, il faut rappeler qu'au paragraphe 2 de la résolution 2334 (2016), le Conseil, sans équivoque :

« exige de nouveau d'Israël qu'il arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et respecte pleinement toutes les obligations juridiques qui lui incombent à cet égard ».

Nous demandons à cet organe international de veiller à ce qu'Israël, Puissance occupante, respecte pleinement les obligations juridiques qui lui incombent en vertu du droit international et des résolutions pertinentes des organes de l'ONU.

Tout en saluant les efforts ambitieux déployés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) pour répondre aux besoins fondamentaux des 5,8 millions de réfugiés palestiniens enregistrés auprès de l'Office, nous exprimons notre profonde préoccupation face aux déficits financiers récurrents qui portent inévitablement atteinte aux services de l'UNRWA et risquent d'entraîner leur interruption, ce qui aurait de graves conséquences pour les réfugiés, les pays d'accueil et l'ensemble de la région. Nous sommes convaincus que la solidarité et des efforts communs visant à mobiliser des ressources contribueront à réduire les difficultés que rencontre l'Office, à lui permettre de remplir son mandat et à atténuer les souffrances des réfugiés palestiniens.

L'absence de toute action politique et juridique sérieuse de la part du Conseil pour faire appliquer ses résolutions de longue date visant à mettre fin à l'occupation israélienne qui dure depuis des décennies n'est ni acceptable ni viable, et elle est contraire aux devoirs qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies. Il ne fait aucun doute qu'une telle attitude passive ne fera que prolonger cette injustice historique, aggraver l'impasse politique dans laquelle se trouve le processus de paix, exacerber les souffrances du peuple palestinien sur le plan humanitaire et contribuer à déstabiliser une région déjà fragile.

À cet égard, l'OCI exhorte cet organe international à contribuer à restaurer l'espoir et la confiance dans la paix au sein de la région. Elle invite à nouveau toutes les parties à aligner leurs politiques, leurs positions et leurs efforts sur les obligations qui leur incombent en vertu du droit international. De plus, l'OCI exprime l'espoir que la communauté internationale déploiera des efforts dignes de ce nom pour relancer le processus de paix, en vue de parvenir à une solution juste et globale fondée sur les paramètres convenus au niveau international, notamment les résolutions pertinentes des organes de l'ONU et l'Initiative de paix arabe.

Pour terminer, je voudrais réitérer l'appui et la solidarité de l'OCI envers le peuple palestinien dans le combat qu'il mène pour réaliser ses droits nationaux inaliénables, y compris le droit au retour, à l'autodétermination et à un État indépendant sur la base des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

## Annexe 19

### **Déclaration de la Mission permanente du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Pakistan se félicite de la tenue de ce débat public du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.

Le dix-neuvième rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2334 (2016), qui couvre la période du 12 juin au 27 septembre, révèle que les violences entre Israël et les Palestiniens se sont poursuivies et se sont souvent intensifiées. Vingt-sept Palestiniens ont été tués, dont deux femmes et cinq enfants, et 4 814 ont été blessés, dont 10 femmes et 530 enfants. Les démolitions et les saisies de propriétés palestiniennes ont également continué en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est.

Ces actions constituent un codicille inquiétant à l'agression israélienne contre la sainte mosquée d'Al-Aqsa en mai dernier, qui a ravivé les tensions et déclenché la plus grave flambée d'hostilités entre Palestiniens et Israéliens de ces dernières années. Suite aux actes d'agression persistants commis par Israël, les conditions de sécurité sont devenues extrêmement instables. Cette situation pourrait entraîner une nouvelle escalade des hostilités à tout moment.

Bon nombre d'États et d'entités semblent avoir perdu tout espoir en un règlement juste et pacifique du conflit. Pourtant, il ne faut pas perdre de vue les dimensions juridiques, politiques et morales du conflit israélo-palestinien.

Premièrement, je pense qu'il ne fait aucun doute pour personne que les actes d'Israël dans les territoires palestiniens occupés constituent tous de graves violations des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et du droit international, y compris du droit international humanitaire, comme l'illustrent la saisie de terres et de propriétés aux fins d'implantation de colonies israéliennes, les actes de violence contre des enfants, des femmes et des hommes palestiniens non armés, le blocus de Gaza et la profanation de la sainte mosquée d'Al-Aqsa.

Deuxièmement, il n'existe aucune équivalence morale, juridique ou politique entre Israël, la Puissance occupante, et le peuple palestinien occupé et opprimé. La lutte des Palestiniens pour l'autodétermination et l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité est légitime ; la répression par Israël du peuple palestinien occupé est illégitime. On ne peut pas non plus établir d'équivalence entre les forces militaires et d'occupation d'Israël – qui comptent parmi les plus puissantes au monde – et les Palestiniens armés d'à peine quelques pierres et d'un courage révolutionnaire.

Troisièmement, une occupation israélienne perpétuelle n'apportera pas la paix en Terre Sainte. Comme l'histoire l'a montré, même si les Palestiniens sont dépossédés et privés de tout pouvoir par Israël et ses protecteurs, chaque génération de Palestiniens luttera pour ses libertés et ses droits fondamentaux, y compris son droit à l'autodétermination. Israël ne peut pas régner indéfiniment sur une majorité palestinienne rebelle. Les peuples du monde arabe et musulman et les autres nations civilisées ne toléreront pas de tels actes.

Quatrièmement, la solution des deux États, qui suppose la création d'un État palestinien souverain, d'un seul tenant et viable, avec Jérusalem-Est pour capitale, vivant côte à côte avec Israël au sein de frontières reconnues et acceptées, est la seule solution au conflit israélo-palestinien.

Une solution autre que celle des deux États serait un État israélien d'apartheid ou, pire encore, le génocide du peuple palestinien. Même un monde aussi moralement défaillant que le nôtre ne tolérera aucune de ces deux options. Les peuples du monde arabe et musulman et les autres nations civilisées n'accepteront pas cela. Je suis convaincu que le peuple d'Israël ne l'acceptera pas non plus, compte tenu des souvenirs persistants de l'Holocauste.

L'ensemble du Moyen-Orient et les régions voisines ne connaîtront pas de paix et de stabilité durables tant que l'occupation et l'oppression du peuple palestinien – ainsi que l'occupation et l'agression du peuple du Jammu-et-Cachemire – perdureront. L'oppression des Palestiniens, des Cachemiriens et d'autres populations musulmanes est une cause majeure de la montée de l'extrémisme et du terrorisme au cours des dernières décennies. Des solutions justes à cette oppression et à cette injustice sont essentielles pour vaincre et éliminer le terrorisme qui s'est répandu au Moyen-Orient et ailleurs.

Le Pakistan espère sincèrement qu'Israéliens et Palestiniens adhéreront à la solution des deux États, même si certains cyniques prédisent qu'elle est déjà hors de portée.

## Annexe 20

**Déclaration de M<sup>me</sup> Alya Ahmed Saif Al-Thani, Représentante permanente du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette importante séance. Je remercie également le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, de son exposé et de ses efforts inlassables, ainsi que les autres intervenants (voir S/PV.8883).

Le Qatar participe à ce débat public trimestriel parce qu'il est convaincu de l'importance de la responsabilité confiée au Conseil de sécurité de relever les défis liés à la paix et à la sécurité au Moyen-Orient. Bien que la question du Moyen-Orient soit examinée depuis plusieurs décennies, elle reste inscrite à l'ordre du jour du Conseil.

Les récentes violations commises par Israël à Jérusalem-Est, et notamment les attaques répétées des autorités de la Puissance occupante et des colons contre des lieux saints islamiques et chrétiens, en particulier au Haram el-Charif, et les tentatives de saisie et de démolition de biens palestiniens, de déplacement de Palestiniens et d'annexion illégale de leurs terres, font partie d'une politique de judaïsation et de colonisation illégale et constituent des violations des résolutions de l'ONU, notamment la résolution 2334 (2016). L'escalade militaire dans la bande de Gaza, qui a coûté la vie à des centaines de personnes, dont des enfants innocents, et qui a exacerbé la détérioration de la situation humanitaire pour les 2 millions de civils qui vivent dans la bande de Gaza assiégée, est en contradiction avec le droit international humanitaire.

L'État du Qatar souligne que cette situation ne pourra être réglée définitivement qu'en se conformant au droit international, aux résolutions internationalement reconnues et à l'Initiative de paix arabe. La solution exige également la fin de l'occupation de tous les territoires arabes et des activités de colonisation dans les territoires occupés, le règlement du problème des réfugiés et l'exercice par les Palestiniens de leurs droits inaliénables, y compris le droit à l'autodétermination et la création d'un État indépendant dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément à la vision d'une solution des deux États, reconnue par la communauté internationale comme la seule issue au conflit. Pour l'heure, il convient de maintenir le cessez-le-feu et de remédier à la situation humanitaire et économique du peuple palestinien afin qu'il puisse surmonter ses difficultés.

L'État du Qatar a oeuvré en faveur du rétablissement de la sécurité et de la stabilité par des initiatives diplomatiques en coordination avec l'ONU et des pays amis. Conscient de la nécessité essentielle de préserver la stabilité et de faire face à l'urgence de la situation humanitaire et économique, le Qatar a commencé à augmenter l'aide humanitaire et l'aide au développement qu'il a toujours fournies au peuple palestinien. S.A. le Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, a ainsi envoyé un don de 500 millions de dollars pour la reconstruction de la bande de Gaza. En septembre dernier, l'ONU a lancé un programme d'assistance en espèces pour aider environ 100 000 familles dans le besoin dans la bande de Gaza, sous la forme d'un don de 40 millions de dollars du Qatar qui sera versé sur une période de quatre mois. L'État du Qatar continuera également d'appuyer l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et salue les efforts considérables qu'il déploie, qui seront indispensables tant que les réfugiés resteront une source de préoccupation.



Le Qatar continue de souligner que le règlement de la crise en Syrie, qui dure depuis 10 ans, passe par une solution politique conformément au Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe), par la mise en œuvre intégrale de la résolution 2254 (2015) et par l'application du principe de responsabilité pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, y compris l'emploi d'armes chimiques. En attendant, le Qatar continue de fournir une aide humanitaire pour soulager les souffrances du peuple syrien. Cette année, à la Conférence de Bruxelles, le Qatar a annoncé une nouvelle contribution de 100 millions de dollars en appui à l'avenir de la Syrie et de la région.<sup>[F]</sup>En ce qui concerne la Libye, le Qatar souligne la nécessité de consolider la sécurité et les progrès politiques et économiques et de poursuivre un processus politique dirigé par la Libye et soutenu par l'ONU, afin de parvenir à un règlement durable dans l'intérêt du peuple libyen. Le Gouvernement provisoire d'unité nationale doit également être aidé dans l'accomplissement de ses tâches consistant à unifier les institutions de l'État, à organiser des élections libres, équitables et complètes dans les délais impartis, à fournir des services de base au peuple libyen et à lui assurer un développement économique et social.

S'agissant du Yémen, l'État du Qatar affirme sa position ferme en faveur de l'unité et de l'intégrité territoriale de ce pays. Il affirme également que le seul moyen de sortir de la crise passe par des négociations entre les parties yéménites sur la base des recommandations de la Conférence de dialogue national, de l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015).

En conclusion, Monsieur le Président, l'État du Qatar continuera de poursuivre, avec une approche positive, constructive et sincère, les objectifs préconisés par la communauté internationale afin de mettre fin aux crises et de lutter contre les menaces à la stabilité, à la paix et à la sécurité au Moyen-Orient et dans le monde.

## Annexe 21

### **Déclaration de M. Cho Hyun, Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Ma délégation tient tout d'abord à remercier de son exposé le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland. Mon gouvernement réaffirme son plein appui aux efforts inlassables qu'il déploie et à son dévouement pour instaurer la paix dans la région.

La République de Corée se déclare profondément préoccupée après la récente présentation par le Coordonnateur spécial du rapport du Secrétaire général soumis en application de la résolution 2334 (2016) (voir S/PV.8869), dans lequel il est fait état de la poursuite de la violence et des hostilités au quotidien. Il est consternant de constater que des femmes, des jeunes et même des enfants sont victimes de violences fréquentes. Un jeune palestinien a été tué parce qu'il avait jeté une pierre. Un enfant israélien âgé d'1 an a été blessé près de la vieille ville de Jérusalem. Cela doit cesser. Nous appelons à un arrêt immédiat de la violence et de l'incitation, et nous appelons une fois encore toutes les parties concernées à s'abstenir de tout acte de provocation.

Mon gouvernement souligne l'importance que revêt le respect de la résolution 2334 (2016), du droit international et des accords bilatéraux connexes. Comme la communauté internationale, nous sommes fermement convaincus que le dialogue et les négociations sont essentiels pour promouvoir une solution des deux États viable. La violence, en particulier contre des civils, ne doit jamais être un moyen de parvenir à la paix. Nous exprimons notre appui aux efforts visant à relancer les pourparlers de paix, y compris ceux déployés à cette fin par le Quatuor pour le Moyen-Orient.

En conséquence, la République de Corée se félicite de la poursuite du dialogue entre le Gouvernement israélien et les dirigeants palestiniens. Ma délégation prend acte de ce qu'aucun nouveau projet d'implantation de colonie n'a été proposé ou approuvé au cours de la période couverte par le dernier rapport du Coordonnateur spécial.

Ma délégation attend avec intérêt l'adoption de nouvelles mesures de confiance, qui permettront à terme de créer un environnement plus propice au dialogue et à la coopération. La participation des femmes, des jeunes et de la société civile au processus de renforcement de la confiance est également cruciale pour aller de l'avant.

Dans le même temps, la réconciliation intra-palestinienne doit être revitalisée. Nous réaffirmons que l'unité et le consensus entre les Palestiniens sont essentiels pour parvenir à la paix et créer un État indépendant, souverain et démocratique.

Ma délégation reste profondément préoccupée par les besoins humanitaires urgents à Gaza et en Cisjordanie. Afin de pouvoir relever ce défi, la République de Corée a jusqu'à présent versé 1,7 million de dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et au fonds de financement commun pour le territoire palestinien occupé du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Ma délégation réaffirme son ferme appui aux efforts déployés par l'UNRWA et OCHA pour améliorer la situation humanitaire en Palestine, et nous invitons toutes les parties à assurer un accès humanitaire total et sans entrave et à respecter le droit international, y compris le droit international humanitaire.

Nous saisissons cette occasion pour saluer le fait que des élections parlementaires, qui représentent une étape importante vers davantage de stabilité et de développement, se sont déroulées en Iraq sans problèmes de sécurité majeurs.

Mon gouvernement espère que les élections conduiront à la formation rapide d'un Gouvernement qui réponde aux besoins légitimes d'un avenir meilleur du peuple iraquien.

La République de Corée réaffirme sa volonté de continuer à jouer un rôle constructif en faveur de la paix et de la stabilité dans la région, en coopération avec l'ONU et la communauté internationale.

## Annexe 22

**Déclaration de M. Abdallah Al-Mouallimi, Représentant permanent de l'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Tout d'abord, qu'il me soit permis de vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours.

La politique étrangère de l'Arabie saoudite est sous-tendue par un grand héritage de principes, à savoir le respect de la souveraineté des États, le bon voisinage et le règlement des problèmes et des différends par le dialogue et des moyens pacifiques, comme inscrit dans la Charte des Nations Unies et prévu par les normes et lois internationales. Mon pays n'a cessé d'insister sur ces principes et a été parmi les premiers États à adopter une telle approche concrète pour la gestion des problèmes et des conflits à l'appui de l'objectif pour lequel l'ONU a été créée : le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

En revanche, les Puissances occupantes et les États expansionnistes de la région ne cherchent qu'à servir leurs propres intérêts, sans se préoccuper de la menace que cela représente pour la sécurité et la stabilité de la région ni de la destruction de l'avenir de nombreux peuples de la région.

La question palestinienne est le plus grand obstacle à la réalisation de la stabilité, de la sécurité, de la prospérité et du développement dans la région. Mon pays réaffirme son approche invariable et sa position ferme quant à la question palestinienne, de même que sa solidarité avec le peuple palestinien dans sa quête d'une solution juste et globale à sa cause, conformément aux résolutions internationalement reconnues et à l'Initiative de paix arabe, adoptée par le Conseil de la Ligue des États arabes en 2002, qui appelle au retrait complet d'Israël de tous les territoires arabes occupés depuis 1967 et à l'établissement d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale.

Le Royaume d'Arabie saoudite réitère son appel à la communauté internationale et au Conseil de sécurité pour qu'ils s'opposent fermement à ces politiques israéliennes et fassent avancer le processus de paix afin de parvenir à un accord qui rétablisse les droits légitimes du peuple palestinien. Une paix juste et globale est le choix stratégique qui s'impose, et qui ne saurait être des politiques du fait accompli et de la force brute.

Mon gouvernement condamne les attaques terroristes brutales commises par des milices houthistes soutenues par l'Iran contre des civils et des sites civils dans le Royaume d'Arabie saoudite, notamment les attentats contre les aéroports d'Abha et de Jazan, qui ont fait des victimes civiles de plusieurs nationalités. Ces attaques s'inscrivent dans le prolongement de l'approche adoptée par les milices en question contre les civils, depuis le début du conflit. On peut citer plus récemment le siège et la privation de nourriture de plus de 37 000 civils, depuis septembre dernier, dans le district d'Abdiya (province de Mareb), dont la plupart sont des femmes, des enfants et des personnes âgées. L'unique hôpital a été pris pour cible par des missiles balistiques. Le district est constamment bombardé au moyen d'armes lourdes et de drones. Les blessés ne sont pas autorisés à quitter la zone pour se faire soigner. Crime contre l'humanité particulièrement odieux, des fournitures médicales et de l'aide alimentaire ont été empêchées d'entrer en raison de la fermeture de la seule route menant au district, lequel souffre de pénuries et de manques de toutes sortes de produits de base à cause du blocus.

L'Arabie saoudite exprime sa tristesse et sa colère que le Conseil de sécurité, même si la présente séance se tient aujourd'hui, reste sans réaction, incapable de publier une déclaration condamnant ces attaques et pratiques, ce qui pose la question de l'efficacité du Conseil et de son aptitude à remplir son rôle.

Mon pays demande au Conseil de prendre les mesures nécessaires, et qu'elles soient décisives, pour empêcher les houthistes de mettre en danger des vies civiles. Nous réaffirmons notre droit le plus total de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la sécurité et la stabilité du territoire, les citoyens et les résidents de l'Arabie saoudite contre toute attaque terroriste, conformément à nos obligations en droit international. Les milices houthistes soutenues par l'Iran portent la responsabilité des répercussions de la crise yéménite et de l'aggravation de la situation humanitaire. Elles continuent de faire primer des intérêts politiques étroits sur les intérêts de la population yéménite et la sécurité et la stabilité de la région.

Mon gouvernement appuie les efforts déployés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen afin d'arriver à un cessez-le-feu complet et d'entamer un processus politique global en vue de parvenir à une solution basée sur les trois références que sont l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national au Yémen et la résolution 2216 (2015).

Parmi tous les problèmes de la région arabe, le comportement hostile du régime iranien représente une menace grave et majeure pour la sécurité et la stabilité de la région et pour l'avenir et la prospérité de ses peuples, à cause des idéologies d'hégémonie et d'exclusion qui guident les autorités iraniennes.

L'ingérence dans les affaires intérieures des États, l'incitation aux conflits sectaires, le fait de financer et de soutenir des groupes extrémistes et putschistes et le déploiement de milices armées illégales ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Les politiques subversives et destructrices du régime iranien dans la région et ses tentatives d'acquérir des armes nucléaires doivent être combattues avec fermeté afin de prévenir une nouvelle escalade et de nouvelles menaces à la paix et à la sécurité internationales.

Mon gouvernement insiste donc sur la nécessité pour le Conseil de sécurité d'assumer sa responsabilité de porter un coup d'arrêt aux actions et politiques de l'Iran dans la région, d'empêcher ce pays d'acquérir une arme nucléaire et de faire en sorte qu'il arrête ses activités nucléaires déstabilisantes – qui menacent la paix et la sécurité internationales –, y compris la mise au point d'un système de missiles balistiques et d'autres pratiques agressives.

## Annexe 23

### **Déclaration de M<sup>me</sup> Mathu Joyini, Représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Ma délégation remercie le Kenya d'avoir convoqué le présent débat public sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Nous soulignons la nécessité que ces débats publics se concentrent sur la situation en Palestine et en Israël et offrent à l'ensemble des Membres de l'ONU la possibilité de s'exprimer sur la question.

L'Afrique du Sud souhaite axer ses observations sur les trois points suivants : premièrement, le besoin de négociations de bonne foi aboutissant à la solution des deux États ; deuxièmement, le mépris flagrant et continu pour le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme ; troisièmement, les crimes contre l'humanité et les politiques et persécutions dignes de l'apartheid qui ont cours.

L'Afrique du Sud est consternée par les tensions, l'instabilité et les agressions ciblées dont les hommes, les femmes et les enfants palestiniens sont victimes au quotidien dans les territoires palestiniens occupés. Cette discrimination et cette répression systématiques et fondées sur l'identité nationale, ethnique, raciale ou religieuse vont à l'encontre de la dignité inhérente et des droits inaliénables égaux de toute l'humanité.

L'Afrique du Sud maintient que l'action internationale doit être tournée vers la concrétisation de la solution des deux États, que les Nations Unies soutiennent depuis plus de sept décennies. La solution des deux États reste le seul moyen de faire en sorte que Palestiniens et Israéliens puissent réaliser leurs aspirations légitimes, en vivant côte à côte dans des États pacifiques et sûrs, sur la base des frontières de 1967 et avec Jérusalem comme capitale des deux États.

Nous devons nous poser la question suivante : comment, dès lors, une solution peut-elle être recherchée, ou une réussite, obtenue, si l'une des parties va dans la direction de l'appel international en faveur de la solution des deux États, tandis que l'autre partie insiste avec véhémence pour exercer sa domination par une occupation illégale ? Il est fondamental que des négociations aient lieu qui soient marquées par la sincérité et la bonne foi.

Combien de temps verrons-nous les résolutions du Conseil de sécurité violées de façon flagrante par l'État d'Israël sans prendre aucune mesure ? Le Conseil de sécurité a montré qu'il était prêt à agir dans d'autres cas où ses résolutions sont violées. Qu'il n'agisse pas en réponse aux violations israéliennes perpétue l'argument selon lequel certains membres du Conseil ne sont pas impartiaux sur cette question – et cela compromet la crédibilité du Conseil.

Pour défendre l'intégrité du Conseil de sécurité, il est impératif que ceux qui enfreignent les résolutions du Conseil de sécurité aient à répondre de leurs actes. Si le Conseil veut être vu comme impartial et efficace dans l'exécution de son mandat, il doit agir en conséquence. Le Conseil doit être cohérent dans sa manière d'aborder les situations de conflit inscrites à son ordre du jour et exhorter tous les États Membres, sur tous les continents, à respecter les résolutions du Conseil.

Pour terminer, l'Afrique du Sud rappelle que la lutte constante des Palestiniens doit laisser une marque indélébile dans la conscience collective du monde. En tant que Membres de l'ONU, nous avons la responsabilité de mettre fin à l'oppression. Pour respecter nos principes moraux, nous devons utiliser notre voix dans ces instances internationales pour combattre l'oppression partout où elle tente s'infiltrer dans le tissu d'une société pour lui transmettre la maladie de l'assujettissement, de la ségrégation, du déni des droits fondamentaux, de la destruction et du mépris du droit international.

**Annexe 24****Déclaration de M. Bassam Sabbagh, Représentant permanent de la Syrie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

La question de Palestine demeure la question nationale majeure pour la République arabe syrienne, qui n'a jamais ménagé ses efforts, et qui continuera de n'en ménager aucun, pour soutenir le peuple palestinien dans la lutte qu'il mène afin de récupérer son territoire occupé et tous ses droits légitimes, en particulier son droit de créer un État indépendant sur son territoire avec Jérusalem pour capitale, son droit de devenir Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies et le droit des réfugiés palestiniens de retourner dans leur patrie, conformément au droit international et aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU, notamment la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale.

Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qu'Israël continue de commettre dans le Territoire palestinien occupé – en particulier l'annexion de terres, la construction de colonies de peuplement, l'imposition de blocus, la saisie et la démolition de maisons, les expulsions de population et les déplacements forcés, les détentions arbitraires et la discrimination raciale contre les citoyens palestiniens – ne doivent pas être tolérés. À cet égard, la République arabe syrienne demande que l'on fasse pression sur Israël pour qu'il mette fin à ses pratiques criminelles contre le peuple palestinien et que l'on fasse en sorte que les États qui soutiennent Israël répondent de leurs actes pour avoir favorisé la poursuite de ces crimes et l'impunité d'Israël.

La République arabe syrienne rappelle que toutes les résolutions ou mesures qui sont incompatibles avec les résolutions pertinentes de l'ONU et qui ne respectent pas les droits établis des Palestiniens sont inacceptables ni dans la forme ni dans le fond et sans effet juridique.

Nous rappelons que la situation humanitaire du peuple palestinien exige que l'on apporte un soutien total aux activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, afin qu'il puisse s'acquitter de ses mandats et répondre aux besoins humanitaires croissants des Palestiniens.

La République arabe syrienne réaffirme son attachement ferme à la restitution de l'ensemble du Golan syrien, qui est occupé depuis juin 1967, et rappelle que toutes les résolutions et mesures prises par Israël, Puissance occupante, pour en modifier les caractéristiques naturelles et démographiques, ou pour y imposer ses lois, ses pouvoirs et son administration, sont nulles et non avenues et sans effet juridique en vertu du droit international et des résolutions pertinentes de l'ONU, en particulier la résolution 497 (1981).

La persistance et la récurrence d'attaques intenses d'Israël contre la souveraineté du territoire syrien au cours des derniers mois constituent une grave escalade qui menace la paix et la sécurité dans la région du Moyen-Orient. L'assassinat par balles, par les autorités d'occupation israéliennes, du combattant de la liberté syrien Midhat Salih al-Salih à l'intérieur du Golan syrien occupé, alors qu'il rentrait chez lui dans la ville d'Aïn el-Tiné, qui se trouve en face de la ville occupée de Majdal Chams, constitue une violation flagrante de l'Accord sur le désengagement des forces israéliennes et syriennes de 1974 et des résolutions des organes de l'ONU concernant le Golan syrien occupé.



Cela s'ajoute aux déclarations hostiles faites par le Premier Ministre de la Puissance occupante, Israël, concernant l'expansion des colonies par la construction de 7 000 logements dans le Golan syrien occupé, en vue de faire passer le nombre de colons de 40 000 à 100 000 dans le cadre des efforts visant à modifier le caractère démographique du Golan syrien occupé.

En plus de ces déclarations, le 11 octobre, la prétendue conférence israélienne sur le développement économique stratégique de la région s'est tenue dans la colonie de Haspin, située sur les ruines du village syrien de Khasfeïn, afin de perpétuer et de prolonger l'occupation en concevant davantage de projets de colonies dans le Golan syrien occupé. Les forces d'occupation israéliennes ont pris d'assaut le village de Majdal Chams et ont arrêté le citoyen syrien Salman Awad à son domicile après une veillée organisée par mon peuple dans le village de Masaadé en guise de protestation contre ces déclarations et les mesures d'accompagnement visant à établir des projets de colonisation sur leurs terres, comme le projet de construction d'« éoliennes » sur le territoire des villages de Majdal Chams, Aïn Qouniyé, Buqatah et Masaadé.

La République arabe syrienne condamne dans les termes les plus fermes tous ces crimes, pratiques hostiles et déclarations provocatrices, et rappelle qu'ils ne changeront pas le fait établi, à savoir que le Golan était et restera arabe syrien, qu'il reviendra inévitablement tôt ou tard à la patrie et que toutes les mesures prises par les autorités d'occupation israéliennes sont nulles et non avenues et sans effet juridique. Chaque jour, le peuple courageux du Golan syrien occupé réaffirme son attachement à sa terre et son appartenance à sa patrie syrienne. Il condamne les pratiques de l'occupation israélienne et attend avec impatience la libération complète du Golan.

La République arabe syrienne demande au Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités et de faire pression sur les autorités d'occupation israéliennes pour qu'elles cessent de violer la souveraineté syrienne et mettent fin à leurs pratiques illégales contre les citoyens syriens du Golan syrien occupé. Au nombre de ces crimes, on compte des meurtres, des arrestations, le pillage de biens, la privation des résidents du Golan syrien des ressources naturelles et l'obstruction au retour dans leurs villes et villages du Golan syrien occupé de ceux qui se sont déplacés pour étudier, travailler ou pour toute autre raison. Israël doit immédiatement et sans délai ouvrir et rendre opérationnel le passage de Qouneïtra, l'artère reliant la population qui vit dans le Golan syrien occupé à sa mère patrie et le poumon grâce auquel elle respire.

La République arabe syrienne affirme qu'il est inacceptable que l'ONU et la communauté internationale ne parviennent pas à contraindre Israël, Puissance occupante, à appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'ONU et à mettre fin à ses violations systématiques et flagrantes du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Nous rappelons par ailleurs que l'on ne peut mettre fin à cette situation sans lever la protection accordée à Israël à l'intérieur et à l'extérieur de l'ONU par les États-Unis d'Amérique et leurs alliés occidentaux. La République arabe syrienne demande au Conseil de sécurité d'agir immédiatement pour dissuader Israël de poursuivre son agression, l'obliger à mettre fin à ses violations et à ses pratiques illégales et veiller à ce qu'il réponde de ses actes et soit puni pour son comportement indésirable.

Pour terminer, la Syrie affirme une fois de plus qu'elle regrette que les rapports du Secrétariat continuent de faire fi de la menace que représentent les pratiques et violations systématiques d'Israël contre son peuple qui souffre de l'occupation du Golan. Nous demandons de nouveau au Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, d'accorder à la situation du Golan syrien occupé l'attention requise par son mandat et d'inclure dans ses rapports des informations détaillées sur les violations perpétrées par les autorités d'occupation israéliennes et les actes posés contre mon peuple dans le Golan syrien occupé.

## Annexe 25

### **Déclaration de M. Feridun H. Sinirlioğlu, Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le débat public d'aujourd'hui sur cette question essentielle.

Il est regrettable que les politiques provocatrices et illégales d'Israël – telles que l'expansion de colonies illégales, les expulsions forcées, la destruction de maisons palestiniennes, les actes de provocation au Haram el-Charif, l'emploi d'une force disproportionnée contre des civils palestiniens et les initiatives visant à modifier le statut démographique et juridique de Jérusalem – se poursuivent sans relâche.

Israël poursuit ses vastes projets de construction à Givat Hamatos et dans d'autres zones de Jérusalem ou de ses environs situées au-delà des frontières israéliennes de 1967. Selon les médias, avec ses 1 257 logements, le nouveau quartier de Givat Hamatos sera le premier quartier juif construit à Jérusalem ces 30 dernières années.

La communauté internationale doit faire pression sur Israël pour qu'il abandonne ces plans de construction illégale.

La décision d'un tribunal israélien, qui affirme que les juifs ont le droit de faire des prières « silencieuses » dans la mosquée Al-Aqsa, est un autre acte de provocation visant à éroder le statu quo de cette mosquée.

Les actions récentes d'Israël à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, y compris l'escalade qui en a résulté en mai, doivent servir d'avertissement à la communauté internationale. Ces actes unilatéraux alimentent les crises dans la région. Nous demandons à Israël de mettre fin et de renoncer à ses politiques provocatrices.

La « paix économique » entre Israël et la Palestine ne peut remplacer la nécessité d'un règlement juste, durable et global du conflit israélo-palestinien.

La seule option viable pour mettre fin aux souffrances du peuple palestinien à Gaza est de lever le blocus.

C'est pourquoi nous réaffirmons notre appui aux procédures judiciaires engagées contre Israël pour le tenir responsable des crimes qu'il a commis dans les territoires occupés.

La création d'un État de Palestine indépendant, souverain et d'un seul tenant, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, est l'unique manière de parvenir à une solution durable à ce conflit.

Il est essentiel de reprendre de toute urgence les pourparlers de paix. En effet, nous devons redoubler d'efforts pour relancer le processus de paix. Le Quatuor doit être revitalisé et diriger l'action menée pour lancer un nouveau processus de paix. À cette fin, nous soutenons l'appel du Président Mahmoud Abbas à la tenue d'une conférence internationale de la paix.

En outre, la communauté internationale doit soutenir le processus d'unité intra-palestinien et les élections.

Nous sommes préoccupés par l'intention de certains pays tiers d'ouvrir une ambassade à Jérusalem ou de transférer leur ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem. Le statut de Jérusalem demeure au cœur du conflit israélo-palestinien. Cette question fondamentale sera l'un des éléments les plus importants de toute solution globale à ce conflit. Nous exhortons les États Membres à respecter les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale portant sur le statut de Jérusalem.

Bien entendu, nous n'avons aucune objection à l'établissement de relations entre des pays tiers et Israël. Toutefois, nous craignons que l'ouverture ou la relocalisation d'ambassades à Jérusalem ne compromette les paramètres de la solution des deux États, notamment l'Initiative de paix arabe adoptée en 2002.

La dernière escalade survenue en mai a encore aggravé la situation humanitaire et économique déjà catastrophique sur le terrain en Palestine. Les conditions humanitaires intenable, notamment à Gaza, sont inacceptables.

La communauté internationale ne peut plus fermer les yeux sur les aspirations légitimes du peuple palestinien à la liberté et à la dignité.

Le libre accès à Gaza revêt une importance capitale.

Je puis assurer le Conseil que la Turquie continuera de soutenir le peuple palestinien dans sa tentative de réaliser nos aspirations communes à la paix et au respect et à la protection de sa dignité, de ses droits et de ses libertés intrinsèques.

## Annexe 26

**Déclaration de la Mission permanente des Émirats arabes unis  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Les Émirats arabes unis soutiennent la teneur de l'exposé fait par le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, au Conseil de sécurité le mois dernier, dans lequel il a souligné l'importance de redynamiser les efforts visant à fixer un horizon politique légitime pour faire avancer le processus de paix et concrétiser la solution des deux États, avec l'État de Palestine vivant côte à côte avec Israël dans la paix, la sécurité et la reconnaissance mutuelle.

À cet égard, la période récente a été marquée par des faits nouveaux encourageants au niveau diplomatique qui, nous l'espérons, contribueront à créer les conditions de la reprise du processus de négociation et du renforcement de la confiance entre les parties. Nous prenons note des récentes réunions de haut niveau entre les responsables israéliens et palestiniens, de la récente visite dans la région de l'Envoyé des États-Unis pour les affaires israélo-palestiniennes et de la réunion tripartite entre l'Égypte, la Jordanie et la Palestine destinée à relancer le processus de paix. Les Émirats arabes unis se félicitent de ces mesures positives et soulignent l'importance de maintenir la dynamique actuelle pour faire progresser les efforts de paix au Moyen-Orient.

Il faut en priorité œuvrer au maintien du cessez-le-feu négocié par l'Égypte entre Israël et la Palestine à la suite de l'escalade de la violence survenue en mai dernier. Les Émirats arabes unis encouragent toute initiative permettant de contenir les tensions afin d'éviter un nouveau cycle de violence, dont les conséquences pourraient être dévastatrices pour l'ensemble de la région. Mon pays souligne également l'importance de chercher à désamorcer les tensions dans l'ensemble du territoire palestinien occupé. Comme l'indiquent les données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le nombre de victimes parmi les Palestiniens a augmenté au cours du mois dernier, notamment en raison de la hausse des violences commises par les colons contre la population.

Il faut aussi mettre un terme à toutes les mesures et pratiques illégales dans le territoire palestinien occupé qui sont de nature à compromettre la solution des deux États, notamment la construction et l'expansion des colonies, la confiscation et la démolition de biens palestiniens et le déplacement forcé de la population, en particulier à Jérusalem-Est. Dans ce contexte, les Émirats arabes unis soulignent la nécessité pour Israël d'assumer les responsabilités qui lui incombent en vertu du droit international et des résolutions pertinentes des organes de l'ONU, notamment en assurant la protection nécessaire aux civils palestiniens.

Nous insistons également sur la nécessité de préserver le statut juridique de la ville de Jérusalem afin de permettre aux Palestiniens de pratiquer leurs rites religieux, et de respecter le rôle historique du Royaume hachémite de Jordanie en tant que gardien des lieux saints musulmans et chrétiens de la ville. Nous soulignons l'importance d'éviter toute action susceptible d'exacerber les tensions dans la ville sainte de Jérusalem ou de porter atteinte aux arrangements historiques relatifs à la mosquée Al-Aqsa en particulier.

Parallèlement aux efforts visant à relancer le processus de paix au Moyen-Orient, les Émirats arabes unis exhortent la communauté internationale à continuer d'apporter le soutien nécessaire au peuple palestinien, compte tenu notamment de la

situation humanitaire et économique difficile à laquelle il est confronté et qui a été exacerbée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). En vertu de leur engagement historique envers le peuple palestinien, les Émirats arabes unis ont versé plus de 883 millions de dollars entre 2013 et cette année pour financer les secteurs vitaux et soutenir les efforts de développement dans le territoire palestinien occupé et les activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Mon pays a également envoyé 60 000 doses de vaccin et plus de 36,6 tonnes d'aide médicale d'urgence à des milliers de familles palestiniennes dans la bande de Gaza pour leur permettre de faire face à la pandémie. Nous renouvelons notre soutien aux efforts visant à faire progresser la reconstruction dans la bande de Gaza afin d'y atténuer les souffrances humaines et d'offrir des perspectives économiques, notamment aux jeunes, qui connaissent des niveaux de chômage élevés.

En conclusion, les Émirats arabes unis réaffirment leur soutien absolu et inébranlable à la cause palestinienne et aux droits légitimes du peuple palestinien. Nous soulignons qu'un règlement juste, durable et global de cette question passe par la création d'un État palestinien indépendant et souverain dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, au mandat de la Conférence de Madrid, à l'Initiative de paix arabe et aux autres paramètres convenus au niveau international.

---